

# **La lutte contre l'excision au Mali :**

**un cas de « négo-féminisme » ?**



Martine Dahle Huse  
Mémoire de master (30 points)  
Encadré par Ingse Skattum

Programme d'études asiatiques et africaines  
Option: L'Afrique francophone subsaharienne  
Département d'études culturelles et de langues orientales  
Université d'Oslo  
Automne 2009



*Doonin doonin, kononin be a paga da.*

*Petit à petit l'oiseau fait son nid.*

# Table des matières

<b>RÉSUMÉ ANGLAIS .....</b>	<b>III</b>
<b>AVANT-PROPOS.....</b>	<b>IV</b>
<b>ACRONYMES .....</b>	<b>V</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>1 CADRE THÉORIQUE .....</b>	<b>4</b>
1.1 DÉFINITION ET TYPOLOGIE DES MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES (MGF) .....	4
1.2 VOCABULAIRE – CHOIX DES TERMES EMPLOYÉS.....	4
1.3 ETAT DES RECHERCHES SUR L’EXCISION .....	5
1.4 L’EXCISION ET LES DROITS DE L’HOMME .....	6
1.5 PLURALITÉ DES NORMES JURIDIQUES.....	7
1.6 LE NÉGO-FÉMINISME.....	8
<b>2 CADRE MÉTHODOLOGIQUE .....</b>	<b>12</b>
2.1 QUESTIONS DE RECHERCHE.....	12
2.2 L’ÉTUDE DE CAS.....	12
2.3 L’ÉTUDE QUALITATIVE .....	13
2.4 LA MÉTHODOLOGIE INDUCTIVE .....	13
2.4.1 <i>Recherches sur le terrain</i> .....	14
2.4.2 <i>Le choix d’informateurs</i> .....	15
2.4.3 <i>Le choix d’outils méthodologiques</i> .....	15
2.4.3.1 Entretiens libres et semi-directifs .....	15
2.4.3.2 Observation directe.....	16
2.4.4 <i>Contraintes et difficultés rencontrées sur le terrain</i> .....	16
2.5 INTERPRÉTATION DES DONNÉES ET D’ANALYSE DES DOCUMENTS .....	17
2.6 VALIDITÉ.....	18
<b>3 PRÉVALENCE DE L’EXCISION AU MALI .....</b>	<b>19</b>
3.1 LES DONNÉES STATISTIQUES.....	19
3.2 SIGNES DE CHANGEMENT.....	21
<b>4 LA LUTTE CONTRE L’EXCISION AU MALI .....</b>	<b>23</b>
4.1 OBLIGATIONS INTERNATIONALES ET LA QUESTION DE LA LOI AU MALI .....	23
4.2 LE RÔLE DE L’ÉTAT MALIEN ET L’ORGANISATION DES ACTEURS IMPLIQUÉS .....	24
4.3 LA STRATÉGIE MALIENNE : UN EFFORT COORDONNÉ .....	25
4.3.1 <i>Sensibilisation : Information, Education et Communication (IEC)</i> .....	26

4.3.2	<i>Reconversion des exciseuses</i> .....	27
4.3.3	<i>Voyage d'études et d'échanges d'expérience</i> .....	27
4.4	MÉTHODES ET MESSAGES TRANSMIS LORS DE L'IEC.....	28
4.4.1	<i>La santé de la reproduction</i> .....	28
4.4.2	<i>Les droits de l'enfant</i> .....	29
<b>5</b>	<b>CHAMPS SOCIAUX PARTIELLEMENT AUTONOMES AU MALI</b> .....	<b>31</b>
<b>6</b>	<b>LA LUTTE CONTRE L'EXCISION AU MALI – S'AGIT-IL DU NÉGO-FÉMINISME?</b> .....	<b>35</b>
6.1	TROISIÈME LIEU D'ENGAGEMENT .....	35
6.2	NON-ÉGOÏSME : CONSENSUS, COORDINATION ET COMPROMIS.....	36
6.3	NÉGOCIATION : UN DIALOGUE CONTINU .....	37
6.3.1	<i>Sensibilisation plutôt qu'une loi spécifique</i> .....	37
6.3.2	<i>Exemple d'un champ social partiellement autonome : les communautés religieuses</i> ....	39
6.4	NÉGOCIATION : ALLER PAR LA VOIE POSSIBLE .....	41
	<b>CONCLUSION</b> .....	<b>46</b>
	<b>BIBLIOGRAPHIE D'OUVRAGES CITÉS ET CONSULTÉS</b> .....	<b>49</b>
	<b>ANNEXE</b> .....	<b>I</b>

## Résumé anglais

The fight against excision has been at the centre of debate among feminists since the 1980s. Regardless, the practice is still very much alive today in countries such as Mali. Why is the fight against Female Genital Mutilation (FGM) advancing at such a slow pace? This master thesis uses this open question as an entry point to studying the fight against FMG in Mali. The study builds on fieldwork done in 2004. With the aim of finding out what characterises the fight against the FGM in Mali, the study looks at the strategies preferred by the Malian government and other actors involved such as for instance Non Governmental Organisations (NGOs).

The research found that the fight against FGM in Mali is marked by coordination, consensus dialogue and negotiation. Mali has not (yet) introduced a law targeting FGM specifically, but has instead chosen to sensitise the Malian population through what is seen as appropriate methods in the Malian context, where the practice of FGM is a complex issue.

To illustrate the difficulties of introducing a law against FMG in a society where pluralism of norms make law enforcement a challenge, the study uses Sally Falk Moore's (1973) *semi-autonomous social fields* to show how different norm upholding processes in society impact on the decision to excise or not. The strategy of sensitising targeted groups within society can be seen as an indication of important semi-autonomous social fields contributing to the reproduction of norms underpinning the practice of FGM. Through the sensitisation process, the activists involved in the fight against FGM can be seen to negotiate with groups in society who play a central role in the reproduction of norms, such as for example religious leaders.

This element of negotiation between the activist involved in the fight against FGM and the different actors in society who support the practice was found particularly interesting. The study therefore uses the concept of "Nego-feminism" found in Obioma Nnaemeka's article: "Nego-feminism: Theorizing, Practicing, and Pruning Africa's Way" to interpret the fieldwork findings. Through the analysis the study concludes that the fight against FGM in Mali can be seen as a case of *négo-féminisme*.

## Avant-propos

La liste des personnes qui m'ont aidée à réaliser ce mémoire est longue. Tout d'abord, je voudrais remercier ma directrice de mémoire, Ingse Skattum, professeur à l'Université d'Oslo, pour son soutien, ses conseils et aussi pour son énorme patience. Je tiens également à remercier tous les gens qui m'ont aidée lors de mes recherches de terrain au Mali : premièrement l'Aide de l'Eglise Norvégienne à Bamako, ensuite le Centre Djoliba et surtout Virginie Koné Mounkoro et Binta Cissé Maïga, ces deux expertes sur l'excision qui m'ont encadrée de façon formidable lors de mon stage au Centre Djoliba ; la sociologue malienne Assitan Diallo pour ses conseils amicaux et le partage généreux de ses connaissances approfondies ; ensuite mes *jatigi*, les familles hôtes, notamment Modibo et Mama Diakité à Bamako et Ami Koïta, qui, en tant qu'agent de terrain de Centre Djoliba à Yanfolila, non seulement m'a encadrée, mais aussi ouvert les portes de sa maison : *Aw ni ce kosebe* ! Je tiens également à remercier le *Nordiska Afrikainstitutet* (NAI) ('Institut Nordique d'études africaines') qui m'a offert une bourse afin d'utiliser leur bibliothèque, ainsi que les chercheurs du NAI qui m'ont donnée des conseils, et en particulier Signe Arnfred, qui m'a guidée dans la recherche documentaire. Merci également à Ingvild Sundby, qui m'a aidée avec le graphique de « la figure ». Merci aussi à tous les Maliens rencontrés à travers les entretiens d'avoir pris de leur temps précieux pour partager leurs connaissances et expériences avec moi. Finalement, merci à ma mère, toujours ma première source d'inspiration, et enfin à tous mes amis pour leur encouragement infini !

Oslo, le 12 novembre 2009

Martine Dahle Huse

## **Acronymes**

**CEDAW** : Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes

**CI-AF** : Comité Inter-Africain sur les pratiques traditionnelles ayant effet sur la santé des femmes et des enfants

**CNAPN** : Comité National d'Action pour l'Abandon des Pratiques Néfastes à la santé de la femme et de l'enfant

**EDSM** : Enquête démographique et de santé

**FNUAP** : Fonds des Nations Unies pour la Population

**INALCO** : Institut National de Langues et Civilisations Orientales

**MGF** : Mutilations Génitales Féminines

**OMS** : Organisation Mondiale de la Santé

**ONG** : Organisations Non Gouvernementales

**PASAF** : Projet d'Appui à la Lutte contre les Pratiques Préjudiciables à la Santé de la Femme et de l'Enfant

**PNLE** : Programme National de Lutte contre la Pratique de l'Excision

**UNFM** : Union Nationale des Femmes du Mali

**UNICEF** : Fonds des Nations Unies pour l'enfance

**VIH/SIDA** : Virus de l'ImmunoDéficiency Humaine/Syndrome de l'ImmunoDéficiency Acquis



## Introduction

Depuis mes études de développement au Collège Universitaire d'Oslo en 2003, j'ai pris un intérêt particulier pour le féminisme en Afrique. J'ai régulièrement cherché à avoir des informations sur les questions de genre et de développement, et c'est sur le site web de *Kilden*, centre d'information norvégien sur les recherches concernant les questions de genre, que j'ai rencontré pour la première fois le concept de *négo-féminisme*.

Sans doute cet article et ce concept sont-ils restés dans ma mémoire parce que lorsque j'étais en train d'étudier la lutte contre l'excision au Mali, la question suivante s'est posée : Est-ce que ceci n'est pas un exemple de négo-féminisme ? Dès lors, j'ai cherché à comprendre la lutte contre l'excision à travers cette optique qui est celle de Grace Bantebya-Kyomuhendo : « Nous [Africains] sommes plutôt partisans du négo-féminisme, de négocier le féminisme (un féminisme de négociation). Nous cherchons à travailler en équipe avec les hommes et à les inclure.<sup>1</sup> » (cité dans Bråten 2003, c'est nous qui traduisons.)

Le choix de la lutte contre l'excision comme objet d'étude de ce mémoire vient donc d'une fascination pour ce thème en soi, mais aussi de son actualité persistante et presque omniprésente sur l'agenda des féministes à travers le monde. Problème urgent pour les féministes, pour certains même perçu comme un des symboles les plus évidents de l'oppression patriarcale de la femme, le thème est à l'origine de nombreux débats échauffés sur une pratique considérée comme la norme pour des milliers d'Africains.

Le proverbe bambara « *Dɔɔnin dɔɔnin, kɔnɔnin be a paga da* » ('Petit à petit l'oiseau fait son nid'), représente un regard sur la lutte contre l'excision que nous avons souvent rencontré lors de nos recherches de terrain au Mali. Que l'excision soit si fortement ancrée dans la société et qu'il sera long de changer la mentalité et le comportement des Maliens par rapport à cette pratique est en effet une opinion qui nous paraît courante. Classé sous le thème « Persévérance » dans le recueil *Sagesse bambara* (Bailleul 2005 : 229), ce proverbe nous dit que pour changer l'habitude des gens à exciser leurs filles, il est nécessaire d'aller doucement mais avec persévérance, pas à pas, pour arriver à un résultat permanent d'abandon complet.

---

<sup>1</sup> *Vi er mer tilhengere av nego-feminism, negotiating feminism (forhandlings-feminisme). Vi er opptatt av å spille på lag med og trekke med menn.*

Pour ne pas avoir à justifier la lutte contre la pratique de l'excision (cela a été fait ailleurs, voir par exemple Nussbaum (1999 : 118-129)) nous prenons dès le départ le point de vue que l'excision constitue une pratique néfaste qui devrait être abandonnée partout dans le monde. Cette recherche se place donc dans une tradition de recherche féministe.

Ce mémoire de master aspire à trouver de nouvelles perspectives sur la lutte contre l'excision. La forme que nous avons donnée à ce travail voudrait suivre un procédé à la fois explorateur et exploratoire. Le choix des théories a été fait suite à l'application d'une méthodologie inductive.

C'est ainsi que durant nos recherches de terrain au Mali, deux questions ont servi de guide pour cerner la problématique, une question générale : Pourquoi la lutte contre l'excision n'avance-t-elle que très lentement ? et une question opérationnelle : Qu'est-ce qui caractérise la lutte contre l'excision au Mali ?

Notre étude est basée sur une approche pluridisciplinaire et nous empruntons donc des théories venant de différentes disciplines académiques. Avant de commencer nos études sur l'Afrique francophone subsaharienne, nous avons fait des études de développement, une « discipline » en soi pluridisciplinaire, qui combine plusieurs branches des sciences sociales. Nous nous basons également sur les études de bambara et de culture mandingue que nous avons faites à INALCO (Institut National de Langues et Civilisations Orientales) en 2003/04. Le fait de faire une étude pluridisciplinaire permet de voir la problématique sous plusieurs angles simultanément pour avoir une compréhension holistique de la réalité. La théorie du pluralisme des normes que nous utilisons dans ce mémoire est aussi basée sur une approche combinant des disciplines aussi différentes que le droit et l'anthropologie, ainsi que la recherche féministe qui est encore une forme de recherche basée sur différentes formes d'héritage académique.

Le premier chapitre de ce mémoire sera consacré à une présentation théorique des concepts dont nous allons nous servir dans notre analyse. Nous utilisons en premier lieu les deux concepts théoriques de *champs sociaux partiellement autonomes* de Sally Falk Moore (1973) et de *négo-féminisme* d'Obioma Nnaemeka (2003), comme outils pour expliquer et interpréter les données que nous avons sur la réalité malienne. A travers cette optique, nous espérons arriver à une meilleure compréhension sur la lutte contre l'excision ainsi que le processus vers l'abandon de cette pratique, dans le but de savoir pourquoi la lutte contre l'excision avance si lentement.

Après avoir présenté la théorie dont nous allons nous servir, nous allons passer à la présentation de la méthodologie sur laquelle nous avons basée notre recherche (chapitre 2). Ensuite nous allons passer à deux chapitres qui nous donnent les informations nécessaires pour comprendre l'analyse qui va suivre : le troisième chapitre donne des informations sur l'excision au Mali et le quatrième chapitre présente la lutte contre l'excision au Mali.

L'analyse des données consiste également en deux chapitres : d'abord une analyse de la société malienne à travers l'optique de pluralisme de normes en utilisant la théorie de Sally Falk Moore sur les champs sociaux partiellement autonomes (chapitre 5). Ensuite nous proposons une analyse de la lutte contre l'excision au Mali en utilisant le concept de négoféminisme d'Obioma Nnaemeka (2003) que nous trouvons particulièrement pertinent pour le contexte malien (chapitre 6).

# 1 Cadre théorique

## 1.1 Définition et typologie des Mutilations Génitales Féminines (MGF)

En 1997, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont fait une déclaration officielle commune qui définit les Mutilations Génitales Féminines (MGF)<sup>2</sup> et qui propose une classification comprenant quatre types de MGF. Cette classification a été légèrement modifiée en 2008 suite aux expériences faites les dix dernières années, et aujourd'hui la définition et la classification utilisées par ces organisations sont les suivantes :

Les mutilations sexuelles féminines recouvrent toutes les interventions incluant l'ablation partielle ou totale des organes génitaux externes de la femme ou toute autre lésion des organes génitaux féminins qui sont pratiquées pour des raisons non médicales. (OMS 2008)

La classification comporte quatre catégories:

- La clitoridectomie: ablation partielle ou totale du clitoris (petite partie sensitive et érectile des organes génitaux féminins) et, plus rarement, du prépuce (repli de peau qui entoure le clitoris) également.
- Excision: ablation partielle ou totale du clitoris et des petites lèvres, avec ou sans excision des grandes lèvres (qui entourent le vagin).
- Infibulation: rétrécissement de l'orifice vaginal par la création d'une fermeture, réalisée en cousant et en repositionnant les lèvres intérieures, et parfois extérieures, avec ou sans ablation du clitoris.
- Autres: toutes les autres interventions néfastes au niveau des organes génitaux féminins à des fins non médicales, par exemple, piquer, percer, inciser, racler et cautériser les organes génitaux. (OMS 2008)

Cette classification de la déclaration jointe est une tentative de regrouper toutes les pratiques que l'on trouve partout où des pratiques de ce genre existent.

## 1.2 Vocabulaire – choix des termes employés

Alors que selon l'OMS, le terme d' « excision » désigne une forme spécifique d'ablation, en français, c'est le terme communément employé pour parler des trois premières formes de Mutilations Génitales Féminines (MGF). Au Mali, l'emploi du terme 'excision' est en fait préférable à celui de 'MGF' ou de Mutilations Sexuelles Féminines parce qu'il ne rebute pas ceux qui ont subi la pratique. Désormais, en parlant de Mali, nous emploierons donc le terme

---

<sup>2</sup> L'OMS utilise l'appellation « mutilations sexuelles féminines » en français au lieu de « mutilations génitales féminines » qui existe aussi en français. Nous considérons ces deux appellations comme des synonymes et nous avons donc utilisé la dernière à cause d'une préférence personnelle.

« excision » dont l'utilisation est courante dans ce pays comme terme synonyme à l'appellation MGF, communément employée dans la littérature.

### **1.3 Etat des recherches sur l'excision**

Le thème que nous avons choisi d'étudier fait partie d'un champ d'études très complexe qui contient des éléments puisés dans plusieurs traditions académiques différentes. De nombreuses études ont été faites au sujet de l'excision. Au niveau international, les travaux sur l'excision en général sont abondants. Le thème est traité par des chercheurs venant de disciplines diverses : ethnologues, anthropologues, sociologues, juristes, médecins etc. Outre les recherches académiques, on trouve également de nombreux rapports des agents de développement, des consultants ainsi que des activistes qui œuvrent pour développer des méthodes adéquates afin d'atteindre le but : l'abandon de la pratique de l'excision.

Ainsi la documentation peut être divisée suivant deux grandes lignes de discussion:

1) la première concerne la pratique de l'excision même. On peut distinguer entre :

- les études plutôt descriptives des ethnologues ou des médecins
- et
- les études qui ont pour but de trouver des méthodes adéquates pour lutter contre l'excision.

Dans cette catégorie on trouve à la fois des études scientifiques et des études de recherche-action.

2) la deuxième concerne un débat que l'on trouve surtout dans le monde académique et universitaire. Dans cette discussion, nous pouvons distinguer deux pôles de pensée : une qui est enracinée dans la lutte féministe occidentale pour l'universalité des droits de la femme, et une autre qui critique la logique derrière ce qui peut être perçu comme une obsession, souvent occidentale, de la problématique de l'excision. Cette critique a pendant longtemps tourné autour de l'appellation Mutilations Génitales Féminines. La discussion inclut des propos juridiques, des analyses anthropologiques, des interprétations sociologiques et psychologiques, etc.

Le sujet de l'excision au Mali figure presque exclusivement dans la première catégorie : la documentation publiée par les Maliens, ou bien qui traite du Mali, consiste le plus souvent en des publications des Organisations Non Gouvernementales (ONG) ou des chercheurs qui écrivent pour faciliter l'abandon de la pratique de l'excision au Mali : il s'agit surtout des travaux de recherche-action. Par exemple le Centre Djoliba a produit beaucoup de

publications qui s'inscrivent dans cette tradition (voir par exemple Coumaré (1999, 2004), Koné (1998, 2002), Koné (2001) et Touré (1997, 1999)). D'autres institutions et organisations, comme par exemple le *Population Council* et *Save the Children*, publient également des travaux de recherche-action sur l'excision (par exemple Diallo (1997) et Diagne (2008)). Par contre, nous n'avons pas trouvé de textes publiés par des Maliens qui traitent directement des débats controversés que l'on trouve sur l'arène internationale des féministes depuis les années quatre-vingts. Cela ne veut pas dire que ces débats sont absents au Mali. Mais, comme nous allons le voir, l'excision est un sujet qui pendant très longtemps a constitué un tabou dans la société malienne. Ce n'est que ces derniers temps que l'on peut voir la question discutée dans les espaces publics. Cependant, on peut, à notre avis, facilement voir des signes de résistance envers un « néo-colonialisme » occidental au niveau des acteurs et parmi certains intellectuels maliens, quoique cela ne soit pas fortement exprimé dans la documentation malienne sur le sujet de l'excision. Par conséquent, nous nous basons surtout sur des féministes venant d'autres pays africains qui parlent de ces questions postcoloniales. Nous nous trouvons donc en face de documents portant sur la situation malienne en particulier en même temps que nous essayons de garder en vue les débats au niveau international. C'est un défi que nous espérons pouvoir relever.

#### **1.4 L'excision et les droits de l'Homme**

Le fait d'avoir ratifié des instruments des droits de l'homme n'assure pas automatiquement la protection des citoyens. Pour que les instruments des droits de l'homme aient une influence réelle sur la politique d'un pays, il est nécessaire de transformer ses lois pour qu'elles soient en règle avec les conventions ratifiées. Ensuite, il faut veiller à ce que l'Etat assure l'implémentation. En acceptant les obligations, les Etats signataires s'engagent à prendre des mesures immédiatement, en particulier les actions qui peuvent se mettre en place sans ressources. Pourtant, pour différentes raisons, certaines actions ne peuvent se mettre en place immédiatement. C'est la raison pour laquelle la notion d'« implémentation progressive » des droits est importante : « *All rights require some immediate action, though many rights can only be fully achieved progressively.* » (Gruskin et Plafker 2000 : 261)

Il y a plusieurs façons de remplir ces obligations envers les citoyens. Quant à la question de l'excision, Kisaakye (2002) opère une classification des voies alternatives choisies par les pays où la pratique de l'excision est répandue. Elle distingue entre quatre formes d'action entreprises par les gouvernements. La classification des alternatives

identifiées par Kisaakye inclut d'abord les *protections constitutionnelles* qui interdisent les discriminations sexuelles ainsi que les pratiques culturelles néfastes aux femmes. Ensuite il y a les *interventions législatives* par rapport à l'excision, où une loi spécifique interdit la pratique de l'excision. Une autre possibilité est de *promouvoir un changement d'attitude dans les communautés* en travaillant dans et avec les communautés pour l'abandon de l'excision. Dernièrement, en reconnaissant l'importance de la *scolarisation* pour les filles, certains programmes visent à augmenter l'inscription des jeunes filles à l'école. (Kisaakye 2002: 274-276)

### **1.5 Pluralité des normes juridiques**

Dans les pays africains, le système juridique de l'Etat, le plus souvent introduit par les colonisateurs européens, cohabite avec un système précolonial, la loi coutumière. Dans certains pays, cette loi a été codifiée, mais elle peut aussi exister sans être codifiée. Les frontières de la juridiction ne sont pas toujours faciles à tracer et par conséquent certaines règles et normes en vigueur dans la société peuvent être considérées par les habitants comme aussi importantes que la loi étatique.

L'anthropologue Sally Falk Moore (1973) a développé un concept sur la pluralité des normes que nous trouvons pertinent pour illustrer la situation au Mali. Elle parle de *champs sociaux partiellement autonomes* qui sont des producteurs de règles juridiques, créant ainsi un pluralisme juridique. Plusieurs champs sociaux partiellement autonomes peuvent exister à côté du droit étatique.

Sally Falk Moore's concept of the semi-autonomous social field is a tool that assists in describing and analysing the rule-generating and rule-upholding processes which affect the position of women and gender relations in situations where a plurality of normative structures informs human interaction. It also allows researchers to identify those arenas where actions and decisions are taken that in practice, affect the position of women. (Bentzon *et al.* 1998 :220)

Les champs sociaux partiellement autonomes se caractérisent, selon Moore, non pas par leur organisation, mais par le fait qu'ils sont des producteurs de règles et qu'ils sont capables d'assurer que ces règles sont suivies :

The semi-autonomous social field is defined and its boundaries identified not by its organization ([...]) but by a processual characteristic, the fact that it can generate rules and coerce or induce compliance to them. (Moore 1973 : 722)

L'appellation *partiellement autonome* vient du fait que ces champs sociaux sont des producteurs de règles au niveau interne, tout en étant en relation avec les autres champs sociaux :

[...] semi-autonomy – the fact that it can generate rules and customs and symbols internally, but that it is also vulnerable to rules and decisions and other forces emanating from the larger world by which it is surrounded. The semi-autonomous social field has rule-making capacities, and the means to induce and coerce compliance; but it is simultaneously set in a larger social matrix which can, and does, affect and invade it, sometimes at its own instance. (Moore, 1973 : 720)

Nous trouvons ce concept particulièrement apte à décrire et expliquer la complexité de la lutte contre l'excision et la façon dont elle est menée au Mali. Moore écrit que les gouvernements centralisés essaient souvent d'envahir les champs sociaux à travers la législation, mais que les arrangements sociaux sont souvent plus forts et efficaces que les nouvelles lois, et que l'introduction de nouvelles lois a souvent des conséquences imprévues et surprenantes. Nous allons revenir à ce concept de champs sociaux partiellement autonomes dans le chapitre d'analyse en regardant entre autres la possibilité d'installer une loi spécifique contre l'excision au Mali.

## **1.6 Le Néo-féminisme**

La première fois que nous avons rencontré le concept de négo-féminisme était dans une interview avec la féministe ougandaise Grace Bantebya-Kyomuhendo. Ici, le concept est utilisé pour définir la différence entre le féminisme africain et le féminisme occidental :

Dans l'Occident, vous êtes préoccupés par la relation à votre propre corps et à la sexualité. Il y a beaucoup d'individualisme. Pour nous, le plus important est le droit à l'accès à des choses fondamentales comme l'eau et la nourriture. D'ailleurs je crois que le féminisme blanc fait souvent peur aux hommes. Nous sommes plutôt partisans du négo-féminisme, de négocier le féminisme (un féminisme de négociation). Nous cherchons à travailler en équipe avec les hommes et à les inclure.<sup>3</sup> (Bråten 2003, notre traduction)

Lorsque nous avons voulu avoir plus d'informations sur ce concept, nous en avons retrouvé dans un seul travail à savoir dans un article d'Obioma Nnaemeka, une féministe d'origine nigériane. Nnaemeka semble avoir été la première à développer le concept et nous basons donc notre présentation sur son article « *Nego-feminism : Theorizing, Practicing, and Pruning Africa's Way* » (Nnaemeka 2003).

---

<sup>3</sup> *I vesten er dere opptatt av forholdet til egen kropp og seksualitet. Det er mye individualisme. For oss er retten til grunnleggende ting som vann og mat det viktigste. Dessuten tror jeg at hvit feminisme ofte skremmer menn. Vi er mer tilhengere av nego-feminism, negotiating feminism (forhandlings-feminisme). Vi er opptatt av å spille på lag med og trekke med menn.*



L'œuvre académique de Nnaemeka s'inscrit dans une tradition à la fois post-colonialiste et féministe. Elle semble aujourd'hui jouer un rôle de premier plan dans un débat féministe sur la scène internationale, et plusieurs de ses publications traitent de la question de l'excision et de la polémique autour de cette pratique dont nous avons parlé en 2.1. (1998, 2001 et 2005). Son article sur le négo-féminisme n'aborde pas la pratique de l'excision. Dans cet article, elle soulève par contre plusieurs points intéressants sur la production de savoir dans le contexte contemporain de mondialisation. Elle analyse les relations entre les chercheurs venant de l'Occident et ceux des pays de développement. Avec comme toile de fond les relations de pouvoir inégales, Nnaemeka montre comment la construction d'une théorie féministe africaine émerge d'une production de savoir spécifique à l'Afrique. Tout en soulignant la pluralité des féminismes en Afrique, elle voit en effet des traits communs entre les différentes formes de féminisme qui sont pratiquées sur le continent africain.

Selon Nnaemeka, c'est un atout pour la théorie si elle est fondée sur la pratique. En même temps, les activistes ne doivent pas nier la pertinence et le potentiel de la théorie ou des contributions du monde académique. La distance que l'on voit souvent entre la théorie du monde académique et la pratique ou l'activisme constitue pour elle un problème. Elle souligne ainsi la nécessité de faire le lien entre les deux, en reliant théorie et pratique. Cela est possible à travers un *troisième lieu d'engagement* : « *the robust dynamic space where academy meets what lies beyond it.* » (Nnaemeka 2003 : 14). Selon elle, c'est dans ce lieu dynamique qu'elle voit s'éclore les féminismes africains.

The third space is not the either/or location of stability; it is the both/and space where borderless territory and free movement authorize the capacity to simultaneously theorize practice, practice theory, and allow the mediation of policy. The third space, which allows for the coexistence, interconnection, and interaction of thought, dialogue, planning, and action, constitutes the arena where I have witnessed the unfolding of feminisms in Africa. (*Op.cit.* : 3)

La reconnaissance qu'il faut se *baser sur les connaissances indigènes* provient, entre autres, de l'expérience qu'elle a faite en travaillant pendant des années, en collaboration avec des chercheurs et activistes basés en Afrique, sur les processus de développement et les mouvements sociaux. Cette expérience lui a montré comment l'activité, dans ce qu'elle appelle le troisième lieu d'engagement, forme un lien entre la théorie et la pratique :

In my view, the work of women in Africa is located at the boundary where the academy meets what lies beyond it, a third space where the immediacy of lived experience gives form to theory, allows the simultaneous gesture of theorizing practice and practicing theory, and anticipates the mediation of policy, thereby disrupting the notion of the academy and activism as stable sites. (*Op.cit.* : 14)

Cet ancrage de la théorie dans la réalité africaine est primordial dans la proposition de Nnaemeka de définir le féminisme africain sous le nom de *négo-féminisme*. « [...] *I will attempt here to use African scholars/activists' practices to formulate and name a framework that describes their engagement as it is rooted in the indigeous.* » (Op.cit.: 14)

Donc, qu'est-ce que le négo-féminisme ? Selon Nnaemeka, c'est un féminisme de *négociation*, *non égoïste* basé sur les principes et valeurs de compromis, de négociation et d'équilibre souvent présents dans les cultures africaines :

First, *nego-feminism* is the feminism of negotiation ; second, *nego-feminism* stands for “no ego” feminism. In the foundation of shared values in many African cultures are the principles of negotiation, give and take, compromise and balance. (Op.cit.: 15, c'est l'auteur qui souligne)

Le féminisme qu'elle a vu pratiqué en Afrique utilise en effet la *négociation* et le *compromis* comme outils. Par conséquent, c'est une forme de féminisme qui en face d'un obstacle peut choisir soit de chercher des solutions à travers un processus de négociation, soit de faire un détour pour faire en sorte que l'obstacle rencontré ne constitue plus un problème. C'est ainsi que Nnaemeka nous explique que la négociation a un double sens :

Here, negotiation has a double meaning of “give and take/exchange” and “cope with successfully/go around.” African feminism (or feminism as I have seen it practiced in Africa) challenges through negotiation and compromise. It knows when, where and how to detonate patriarchal land mines; it also knows when, where, and how to go around patriarchal land mines. In other words, it knows when, where and how to negotiate with or negotiate around patriarchy in different contexts. (Op.cit.: 15)

Nnaemeka observe effectivement que les femmes africaines sont souvent prêtes à tendre la main aux hommes pour collaborer et faire des compromis, même dans les circonstances difficiles : « *African women's willingness and readiness to negotiate with and around men even in difficult circumstances is quite pervasive.* » (Op.cit.: 16)

Le dynamisme du négo-féminisme est souligné. Selon Nnaemeka, le négo-féminisme n'est pas un cadre figé mais un processus :

For African women, feminism is an act that evokes the dynamism and shifts of a process as opposed to the stability and reification of a construct, a framework. My use of space – the third space – provides the terrain for the unfolding of the dynamic process. (Op.cit.: 15)

Nnaemeka écrit qu'il faut comprendre le féminisme africain en soi, dans son contexte, et non pas en le comparant au féminisme occidental. Elle souligne que le féminisme en Afrique n'est pas d'une réaction au féminisme occidental, mais provient de la réalité africaine : « *African feminism is not reactive ; it's proactive.* » (Op.cit.: 14). Elle fait pourtant une comparaison en

montrant que le langage des féministes africains se distingue de celui des féministes occidentaux sur ce point:

The language of feminist engagement in Africa (collaborate, negotiate, compromise) runs counter to the language of Western feminist scholarship and engagement (challenge, disrupt, deconstruct, blow apart, etc.) (*Op.cit.*: 16)

En guise de conclusion, Nnaemeka utilise le caméléon comme métaphore pour expliquer comment les négo-féministes doivent procéder de manière prudente et accommodante, souple et ouverte aux différentes opinions tout en focalisant sur les objectifs :

First, it throws out its tongue. If nothing happens to its tongue, it moves ahead and grabs the prey. The chameleon is cautious. When the chameleon comes into a new environment, it takes the color of the environment without taking over. The chameleon adapts without imposing itself. Whatever we choose to call our feminism is our prerogative. However, in this journey that is feminist engagement, we need to walk like the chameleon – goal-oriented, cautious, accommodating, adaptable, and open to diverse views. (*Op.cit.*: 18)

La forme de négo-féminisme que nous venons de présenter ici d'après la théorie de Nnaemeka, nous paraît un outil intéressant pour l'analyse de la lutte contre l'excision au Mali. C'est à travers une méthodologie inductive que nous avons choisi notre cadre théorique. Nous passons donc maintenant à la présentation de la méthodologie que nous avons employée.

## **2 Cadre méthodologique**

Dans ce chapitre nous allons présenter la méthodologie que nous avons employée. Nous commençons par une introduction de nos questions de recherche (2.1) avant d'aborder l'étude de cas (2.2), l'étude qualitative (2.3), la méthodologie inductive (2.4) y compris les recherches sur le terrain (2.4.1), le choix d'informateurs (2.4.2), le choix d'outils méthodologiques (2.4.3.1 et 2.4.3.2) et les contraintes et difficultés rencontrées sur le terrain (2.4.4). Ensuite nous présentons l'étape d'interprétation des données et d'analyse de documents (2.5) et finalement nous allons aborder la validité (2.6).

### **2.1 Questions de recherche**

Comme nous l'avons déjà dit, nous nous sommes fixés pour but de trouver de nouvelles perspectives sur la persistance du problème de l'excision. La première question que nous nous sommes posée est la suivante :

- Pourquoi la lutte contre l'excision n'avance-t-elle que très lentement ?

Pour trouver la réponse à cette question, nous avons pris pour point de départ une question opérationnelle pour nos recherches :

- Qu'est-ce qui caractérise la lutte contre l'excision au Mali ?

Nous avons choisi de faire une étude de cas inductive et explicative en utilisant les méthodes qualitatives de collection de données.

### **2.2 L'étude de cas**

Selon Yin (2003 : 13) l'étude de cas est caractérisée entre autres par le fait d'être une enquête qui examine un phénomène contemporain dans son contexte. L'étude de cas se base sur plusieurs sources différentes. Elle peut se baser sur des données provenant d'une méthodologie quantitative ou qualitative, ainsi que par les deux méthodes en combinaison. En étudiant le cas de la lutte contre l'excision au Mali, nous faisons une étude de cas, employant la méthodologie qualitative. Nous allons cependant nous appuyer aussi sur des études

quantitatives, sources secondaires que nous avons trouvées à travers la recherche documentaire, notamment les statistiques maliennes de la santé et de la démographie.

### **2.3 L'étude qualitative**

Les études qualitatives sont surtout pertinentes quand il s'agit d'étudier et de comprendre les phénomènes sociaux. (Thagaard 2003 : 11) Contrairement aux études quantitatives, qui cherchent le plus souvent à montrer le nombre et l'extension d'un phénomène, les études qualitatives cherchent plutôt à comprendre le phénomène dans son contexte.

Les études qualitatives se caractérisent également par leur flexibilité. Le chercheur peut simultanément s'occuper de différentes parties du processus de recherche. Ceci fait qu'il y a une relation d'influence réciproque entre le développement d'une problématique, de la collection des données, de l'analyse et de l'interprétation. (Thagaard 2003 : 25)

### **2.4 La méthodologie inductive**

Notre étude se base premièrement sur une collection de données faite de façon inductive. Cela implique que nous avons pris nos recherches sur terrain au Mali comme point de départ.

Selon Andersen (1997), les études qualitatives effectuées par des étudiants non-experts commencent souvent de façon inductive à travers des recherches de terrain, inductives précisément dans le sens où on peut dire que les hypothèses et la pertinence théorique apparaissent en chemin. Comme pour la plupart des études qualitatives, les données ne constituent pas des statistiques représentatives, et les critères de la génération et de l'interprétation peuvent être plus difficiles à codifier que pour les études quantitatives. (Andersen 1997 : 17-19)

La génération de théorie est en quelque sorte une recherche qui vise à trouver les structures théoriques qui ne sont pas déjà représentées dans la théorie existante. La démarcation de l'univers théorique et la spécification du cadre de la construction des données et l'analyse représentent le point final d'un procès caractérisé par une clarification progressive, mais d'avance irrégulière et imprévisible. (Andersen 1997 : 127-128, notre traduction<sup>4</sup>)

La génération de théorie est souvent le but de l'étude. Cette démarche permet aux chercheurs qui s'approchent d'un thème inconnu, d'apprendre le plus possible sur le thème et de trouver ensuite une problématique intéressante qui apporte de nouvelles perspectives, élargissant ainsi le champ théorique.

---

<sup>4</sup> *Teori-generering har karakter av jakt på teoretiske mønstre som ikke på en tilfredsstillende måte kan fanges opp i eksisterende teori. Her er avgrensning av teoretisk univers og spesifisering av ramme for datakonstruksjon og analyse representerer sluttpunktet på en prosess preget av skrittvis og sprangvis avklaring.*

Research directed at theory generation is more likely when a new area is being studied, and exploration of that new area is more likely to use the unstructured fieldwork techniques of qualitative research. (Punch 1998 : 17)

Ainsi, on peut souligner qu'une approche utilisant une méthode générative de théorie est particulièrement pertinente lorsque l'on souhaite explorer un champ inconnu. Mais on peut aussi dire qu'il s'agit d'une approche utile quand on cherche à *revoir* un champ ou un thème de nouveau. C'est surtout dans ce dernier but que nous avons choisi de faire une étude inductive pour trouver de nouvelles perspectives sur la lutte contre la pratique de l'excision au Mali.

#### **2.4.1 Recherches sur le terrain**

Beaucoup de chercheurs ont tenté d'étudier les processus sociaux à travers des recherches de terrain sans structures méthodologiques rigides. Les recherches de terrain sont le fondement même d'une méthode inductive, et c'est souvent les recherches de terrain qui font apparaître les questions de recherche importantes.

The conventional image of field research is one that keeps prestructured designs to a minimum. Many social anthropologists and social phenomenologists consider social processes to be too complex, too relative, too elusive, or too exotic to be approached with explicit conceptual frames or standard instruments. They prefer a more loosely structured, emergent, inductively 'grounded' approach to gathering data: the conceptual framework should emerge from the field in the course of the study; the important research questions will become clear only gradually; meaningful settings and actors cannot be selected prior to fieldwork; instruments, if any, should be derived from the properties of the setting and its' actors' view of them. (Miles et Huberman 1994 cités dans Punch 1998: 25-26)

Cette méthodologie nous convenait parfaitement étant donné qu'elle est caractérisée par une approche flexible, il nous a été difficile de prévoir et de contrôler les circonstances entourant nos recherches. La solution qui s'est offerte, a été dès le début de se laisser guider par les personnes que nous avons contactées et que nous avons par la suite eu l'occasion de rencontrer, et qui nous ont offert leur aide durant la recherche.

Notre séjour sur le terrain a duré environ deux mois, du 14 octobre au 12 décembre 2004. Pendant ce temps, nous avons suivi deux pistes simultanément. Nous avons suivi un stage au sein d'une ONG malienne, et nous avons fait des recherches indépendamment de cette organisation. Le programme de notre stage se trouve en annexe (I).

Pendant notre séjour au Mali, nous avons passé la plupart du temps dans la capitale Bamako, qui nous servait de base, mais nous avons aussi voyagé dans les régions de Koulikoro, Ségou et Sikasso. Le fait de rester dans une zone rurale (à Yanfolila dans la région

de Sikasso) aussi bien que dans la capitale a fortement approfondi notre compréhension des difficultés rencontrées par les ONG qui luttent contre l'excision.

## **2.4.2 Le choix d'informateurs**

Nous avons choisi de conduire les entretiens avec des acteurs déjà impliqués dans la lutte contre l'excision. Nous avons donc choisi nos informateurs parmi des gens qui sont forcément pour l'abandon de l'excision. Au total, nous avons fait 26 entretiens. Les informateurs étaient soit des représentants de différentes ONG, soit des personnes relais que nous avons rencontrées à travers notre stage au Centre Djoliba. Nous avons gardé anonyme l'identité de nos informateurs en utilisant des initiales au lieu du nom de l'ONG (par exemple ONG A, B, etc.) et un chiffre pour indiquer la personne. Un représentant d'un ONG est désigné par R. suivi d'un chiffre et du nom de l'ONG, par exemple R1- ONG A. Une liste des organisations rencontrées se trouve dans l'annexe (II). Les relais du Centre Djoliba restent aussi anonymes en présentant uniquement l'acronyme de leur nom suivi par Relais C.D, par exemple N.N. Relais C.D. Les entretiens relatés dans ce manuscrit ont été retranscrits de façon à conserver l'originalité des propos de nos informateurs.

Lors de notre stage nous avons rencontré un grand nombre de personnes qui jouaient des rôles différents dans la lutte contre l'excision : d'abord les agents de terrain du Centre Djoliba puis les relais de cette organisation. Les relais sont des personnes qui ont reçu des formations à l'aide du Centre Djoliba et qui ont ensuite commencé à s'engager d'une façon ou d'une autre dans la lutte contre l'excision. Le groupe de relais comporte des personnels de santé : médecins, sages-femmes et accoucheuses traditionnelles ; des éducateurs ; des chefs de villages ; des chasseurs ; des ex-exciseuses ; des leaders de femmes ; des communicateurs modernes et traditionnels.

## **2.4.3 Le choix d'outils méthodologiques**

### ***2.4.3.1 Entretiens libres et semi-directifs***

Au cours de nos recherches de terrain, c'est premièrement l'entretien qui nous a servi d'outil méthodologique. L'entretien permet d'aller en profondeur et de poursuivre les idées et les différentes hypothèses qui apparaissent lors d'un dialogue pendant lequel le chercheur, dans une situation idéale, a réussi à surpasser l'asymétrie des rôles d'interviewer et d'interviewé à cause du facteur interactif de la communication.

[...] il s'agit non seulement d'écouter les enquêtés sur les sujets qui leur étaient proposés, mais de les faire parler librement sur le thème donné. (Blanchet et Gotman, 2001 : 22)

Lors de nos recherches sur le terrain, nous avons effectué des entretiens libres avec les participants des différents projets de lutte contre l'excision, ce qui nous a permis d'obtenir des données assez développées. En même temps, nous avons eu la possibilité de diriger l'entretien de façon souple pour nous assurer que certains sujets soient abordés et que les informations des différents entretiens soient comparables. La plupart des entretiens tendent donc vers la catégorie d'entretien semi-directif. Pourtant, nous hésitons à faire une distinction très nette entre ces deux formes d'entretiens. Nous nous sommes servies des deux formes sans préciser à chaque fois de quelle forme d'entretien il s'agissait.

Lorsqu'il était possible, nous avons enregistré les entretiens avec un magnétophone, mais parfois cela était difficile, donc nous avons également pris des notes à la main pour bien conserver l'information obtenue lors des entretiens. Nous allons revenir à ce point sous 2.4.4.

#### **2.4.3.2 Observation directe**

L'observation directe a servi de méthode particulièrement lors de notre stage dans une ONG malienne. Le fait d'observer le travail des employés de cette ONG nous a permis de bien comprendre le contexte de la problématique.

Selon Arborio et Fournier (2003 : 6), l'observation directe « est aussi un moyen de résister aux constructions discursives des acteurs sur leurs pratiques **pour s'assurer de la réalité de ces pratiques.** » (C'est l'auteur qui souligne.) Ainsi, l'observation a été une source complémentaire qui servait à corriger et à compléter les informations que nous avons obtenues à travers les entretiens.

#### **2.4.4 Contraintes et difficultés rencontrées sur le terrain**

Lors de nos recherches sur le terrain nous avons rencontré certains problèmes méthodologiques et aussi pratiques. Ces problèmes sont surtout apparus lorsque nous étions dans la zone rurale où les conditions étaient moins favorables. Ceci est partiellement dû au fait que nous étions présents pendant le mois de Ramadan. La plupart des Maliens, autour de 90%, sont des musulmans. Pour les musulmans, il n'est pas recommandé de parler sur les questions tournant autour de la sexualité lors du carême.

En demandant aux gens de parler de l'excision, qui de toute façon est une question délicate, on leur demandait de transgresser leurs limites de confort.



Nous avons aussi trouvé que les gens se méfiaient du magnétophone et que certains refusaient de se laisser enregistrer, ce qui n'était jamais le cas lors de nos entretiens dans les villes. Par conséquent, les notes que nous avons prises lors de certains entretiens nous donnent des informations moins bien conservées et plus difficiles à vérifier.

Comme les entretiens ont parfois eu lieu en bambara à l'aide d'une interprète qui a fait la traduction en français, on ne peut pas exclure la possibilité de malentendus et même d'erreurs. Cependant, comme nous avons étudié le bambara, nous avons pu veiller à ce que la traduction de bambara en français fût à peu près correcte. Mais nous avons remarqué que l'interprète utilisait souvent les mêmes tournures de phrases, qui ne semblaient pas être des expressions courantes. Par conséquent, il est possible que les nuances dans ce que les personnes nous ont raconté aient disparues à cause d'une interprétation qui ne semblait pas toujours précise. Il faut reconnaître que les interprètes n'étaient pas des professionnels, et que toute traduction comporte le risque de déviations (*traduttore, traditore*).

Cependant certaines circonstances imprévues ont également aidé à mieux comprendre le phénomène. Nous étions logées dans une famille à Bamako, et quatre jours après notre arrivée, une petite fille est née dans la famille. Ne sachant pas quelles étaient les positions sur la question de l'excision chez les personnes de notre entourage, soudainement cela a rendu le thème de recherche à la fois beaucoup plus concret et plus sensible, et très proche de nous au niveau personnel. Cette expérience nous a donc permis de nous rendre compte encore mieux de la complexité de la question de l'excision.

Dans l'ensemble, les problèmes n'ont pas entravé l'enquête, et le fait que nous avions étudié le bambara nous a ouvert bien des portes et nous a facilité le contact.

## **2.5 Interprétation des données et d'analyse des documents**

Herzlich (2002 : 76) écrit qu'une enquête en sciences sociales implique toujours une démarche en grande partie inductive. Après la collecte des données, il faut détecter les pistes intellectuellement intéressantes, expliciter les premières catégories d'analyse encore implicites et suggérer les concepts pertinents. Punch (1998 : 168) évoque le rôle essentiel de la documentation pour l'interprétation :

That is the key concept in using the literature in grounded theory: the literature is seen as further data to be fed into the analysis, but at a stage in the data analysis when theoretical directions have become clear. (Punch, 1998: 168)

L'abondance des données et de la documentation peut poser problème. A un certain moment, il est nécessaire de choisir une interprétation parmi plusieurs possibilités. L'avantage de la méthodologie inductive est qu'elle est ancrée dans la réalité, le défi étant qu'il y a plusieurs possibilités de problématiques ou d'hypothèses qui paraissent potentiellement intéressantes à poursuivre. En interprétant les données, il est nécessaire de trouver un équilibre entre créativité et scientificité (*keeping a balance between creativity and science*, Strauss et Corbin 1990 :44). La consultation des théories et des multiples sources secondaires peut assurer la scientificité.

Au Centre de recherche documentaire du Centre Djoliba et aussi à l'aide de nos contacts au Mali, nous avons obtenu des documents portant sur l'excision qui nous ont beaucoup aidé dans notre choix d'orientation. La documentation que nous avons consultée était en quelque sorte une continuation de la collecte des données et, petit à petit, à travers la lecture et l'interprétation simultanées, les différentes directions théoriques possibles ont commencé à se dévoiler. Nous y reviendrons dans l'analyse (chapitres 5 et 6).

## **2.6 Validité**

Pour générer une théorie solide, il faut évidemment un travail de recherche plus approfondi que celui que nous avons pu effectuer. Il est en effet nécessaire de produire des descriptions beaucoup plus denses que ne permet ce mémoire. Si malgré cette réserve, nous avons choisi une méthodologie inductive en nous inspirant entre autres des publications sur la théorie de terrain, c'est dans le but de faire une étude portant sur un thème souvent discuté, sans retracer les mêmes pas qu'ont fait d'autres chercheurs, mais de revoir la question de l'excision de nouveau, et de trouver d'autres pistes intellectuellement intéressantes à poursuivre.

Après avoir présenté notre cadre théorique et la méthodologie de notre enquête, nous allons maintenant aborder le terrain, en décrivant la prévalence de l'excision au Mali.

### 3 Prévalence de l'excision au Mali

Dans ce chapitre, nous commentons d'abord les statistiques de l'EDSM (Enquête démographique et de santé) concernant l'excision au Mali (3.1) avant d'examiner les signes de changement de la pratique (3.2).

#### 3.1 Les données statistiques

La pratique de l'excision est très répandue au Mali. La dernière enquête menée au Mali, l'*Enquête démographique et de santé, Mali 2006* (EDSM-IV), montre que 85 % des Maliennes déclarent avoir subi cette pratique. Par conséquent, le Mali est un des pays au monde où le taux de prévalence des MGF est le plus élevé.

Les enquêtes EDSM ont été publiées en 1987, 1995-96, 2002 et 2006. Dans les statistiques sur l'excision, seules les trois premières catégories de l'OMS sont exploitées. La dernière enquête de 2006 (EDSM-IV) montre que ce sont les deux premières de ces catégories, à savoir la clitoridectomie et l'excision proprement dite, qui sont les formes les plus fréquentes au Mali, puisque la grande majorité des femmes déclarent avoir subi une de ces deux formes. La fermeture du vagin est beaucoup moins fréquente, et l'infibulation n'est donc pratiquée que par une petite partie de la population malienne.<sup>5</sup>

Les statistiques montrent qu'il y a peu de variation systématique : il n'y a pas de variation significative suivant des variables telles que le milieu de résidence, la distinction rural-urbain ou le niveau d'instruction. Quant à la religion, elle semble aussi avoir peu d'importance, bien que le taux des chrétiens pratiquant l'excision (68 %) soit plus faible que ceux des musulmans (86 %) et des animistes (92 %). (EDSM-IV 2006 : 286).

C'est surtout aux niveaux régional et ethnique que les études quantitatives montrent des différences significatives. Il existe au Mali une vingtaine d'ethnies. C'est dans les ethnies Sonraï et Tamacheck, originaires du nord du pays, que la prévalence de l'excision est, de loin, la plus faible (respectivement, 28% et 32 %). Les régions du nord se caractérisent en effet par une faible proportion de femmes excisées, qui va de 2% à Gao et Kidal jusqu'à 44% à Tombouctou. La région de Mopti, située au centre du Mali, a un taux de prévalence de 75 %.

---

<sup>5</sup> Dans l'EDSM-IV, les enquêteurs ont utilisé des catégories qui diffèrent de celles qui sont utilisées par l'OMS, sans doute pour faciliter la communication avec les enquêtés. Cela peut expliquer la variation inattendue entre EDSM III (2002) et IV (2006). L'exemple le plus frappant de cette variation est la répartition des différents types de MGF. Selon EDSM III, le taux de cas d'« infibulation » est de 2% tandis que dans EDSM IV le cas de « fermeture du vagin » est de 10%. La conclusion des enquêteurs est que le taux d'infibulation n'a pas augmenté, mais qu'il s'agit d'une mauvaise interprétation de la question chez les enquêtées.

Dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou, l'enquête trouve que «la quasi-totalité des femmes sont excisées. » (EDSM-IV 2006 : 286). Les ethnies où presque toutes les femmes sont excisées sont les Bambara (98%), les Malinké (98%), les Peul (94%), les Sarakolé/Soninké/Marka<sup>6</sup> (97%) et les Sénoufo/Minianka<sup>7</sup> (93%). Parmi les Bobo et les Dogon, on trouve que 81% et 76% sont excisées respectivement. (EDSM-IV 2006 : 286-287).

Une légende veut que les populations du Nord aient arrêté d'exciser leurs filles suite à une tragédie qui est arrivée il y a très longtemps. « Au Nord, là où j'ai dit qu'on a cessé l'excision, il paraît que historiquement il y a 333 filles qu'on avait excisées ; il n'y a eu qu'une survivante. Toutes les autres sont mortes. » (R2 ONG A) Pendant longtemps les chercheurs ont cru que la pratique de l'excision était inexistante chez les ethnies du Nord, ce que les dernières enquêtes réfutent. Malgré cela, comme nous venons de le voir, les pourcentages sont beaucoup plus faibles que pour les autres ethnies.

Lors de l'EDSM-IV, les enquêteurs ont posé des questions sur les avantages de l'excision. Les réponses données nous aident à voir pourquoi l'excision est une pratique qui se perpétue. Tableau 1 montre le taux de femmes et d'hommes respectivement, qui ont évoqué des avantages particuliers de l'excision.

**Tableau 1:**

**Pourcentage d'hommes et de femmes évoquant des avantages de l'excision**

Avantages de l'excision cités	Femmes (%)	Hommes (%)
Pas d'avantage	17,4	23,0
Meilleure hygiène	22,4	14,3
Reconnaissance sociale	36,8	19,4
Meilleure chance de mariage	9,6	5,1
Préservation de la virginité	11,7	21,8
Plus grand plaisir de l'homme	7,1	4,8
Nécessité religieuse	23,5	24,4
Autre	15,8	18,5

Nous voyons que, selon les femmes, la raison principale d'exciser est liée à la reconnaissance sociale, alors que chez les hommes la nécessité religieuse est la plus évoquée. Chez les

<sup>6</sup> Différentes appellations pour le même groupe ethnique.

<sup>7</sup> *Idem.*

femmes la nécessité religieuse et une meilleure hygiène viennent en deuxième et troisième positions, tandis que les hommes citent la préservation de la virginité et la reconnaissance sociale en deuxième et troisième positions.

### **3.2 Signes de changement**

En comparant les statistiques d'EDSM-III et -IV, nous voyons que le taux de femmes qui déclarent avoir subi la pratique de l'excision a baissé de 92 % à 85 % en cinq ans. Cependant, les enquêteurs invoquent une interprétation prudente des résultats parce qu'en faisant une comparaison de femmes regroupées par classe d'âge de cinq ans, les taux ne sont pas cohérents. Par exemple les femmes qui se déclaraient excisées dans le groupe d'âge de 25-29 ans sont plus nombreuses (92%) en 2001 que les femmes entre 30-34 ans qui se déclarent excisées en 2006 (84%). Donc, il est clair que les chiffres ne sont pas très fiables, et les auteurs d'EDSM-IV pensent qu'il s'agit probablement d'une sous-déclaration de l'excision plutôt que d'une baisse réelle. Pourtant, dans le groupe d'âge de 15-19 ans, où le taux de déclaration a baissé de 91% à 85%, ils estiment qu'il est fort probable qu'il s'agit d'une baisse réelle. (EDSM-IV 2006 : 286) Nous pouvons à notre avis tirer deux conclusions de l'évolution que montrent les dernières statistiques. Premièrement, qu'il s'agisse d'une baisse réelle ou non du taux de jeunes filles excisées, le changement qui est en cours ne représente pas de rupture avec la pratique de l'excision, deuxièmement, il s'agit d'un développement très lent vers l'abandon de la pratique.

Les statistiques montrent également qu'il y a une tendance à exciser les filles à un âge de plus en plus bas. Sur toute la gamme des différents groupes d'âges, plus de la moitié des femmes déclarent avoir été excisées dans la petite enfance, et le taux de femmes qui ont été excisées à l'âge de 10 ans ou plus est réduite de 9 % chez les mères enquêtées à 4 % chez leurs filles. (EDSM-IV 2006 : 293)

Nous voyons aussi une légère tendance vers la médicalisation de la pratique de l'excision. Pourtant, le nombre de femmes qui déclarent avoir été excisées par des professionnels de santé est faible (3 %) par rapport au nombre de femmes qui ont été excisées par des praticiennes traditionnelles : les exciseuses traditionnelles (89 %) et les accoucheuses traditionnelles (3 %).

Comme nous venons de le voir, selon les statistiques, le processus vers l'abandon de l'excision paraît avancer très lentement. Néanmoins, parmi les acteurs qui luttent contre l'excision, nous avons souvent entendu que les statistiques ne montrent pas encore le changement qui est en cours, mais que dans quelques années les chiffres vont commencer à

montrer clairement le déclin de la pratique de l'excision. Le tabou moins absolu, la tendance légère vers une médicalisation et le fait que les filles soient excisées de plus en plus jeunes sont deux signes d'un changement en cours. Comme le dit un des relais de Centre Djoliba : « La lutte a des fruits, mais des fruits cachés sous les feuilles. » (I.G. Relais de C.D.)

## **4 La lutte contre l'excision au Mali**

La problématique de l'excision a été abordée au Mali déjà en 1959 lors de la tenue du Congrès des Femmes Africaines à Bamako. (Diagne, 2008 : 2) Aujourd'hui, l'Etat malien, les organisations maliennes et internationales ainsi que certains particuliers maliens se sont engagés pour l'abandon de l'excision. Dans ce chapitre nous allons évoquer notre objet d'étude : la lutte contre l'excision. Nous présenterons d'abord les obligations internationales et la question de la loi au Mali (4.1) ensuite nous aborderons le rôle de l'Etat malien et l'organisation des acteurs impliqués (4.2) avant de passer à notre présentation de la stratégie malienne (4.3) : la sensibilisation (4.3.1) ; la reconversion des exciseuses (4.3.2) et le voyage d'études et d'échanges d'expérience (4.3.3). Nous survolerons ensuite les méthodes et messages transmis lors de l'IEC (4.4) : la santé de la reproduction (4.4.1) et les droits de l'enfant (4.4.2).

### **4.1 Obligations internationales et la question de la loi au Mali**

On n'a pas voté de loi encore, mais cela ne veut pas dire que les autorités restent en marge de la question. Chaque pays a ses réalités, c'est pourquoi on est en train de sensibiliser d'abord ; de persuader les gens en leur démontrant les conséquences graves de l'excision pour que les gens soient persuadés et convaincus. Et qu'ils puissent abandonner d'eux-mêmes. Pourtant, si nous voyons que nous avons atteint un niveau acceptable de gens sensibilisés, on peut passer à l'étape supérieure qui est la loi, c'est-à-dire réprimer. (Interview avec Dr. Joséphine Traoré Keita, directrice du Programme National de Lutte contre la Pratique de l'Excision (PNLE), le 15 novembre 2004)

Le Mali a fait le choix de ne pas introduire une loi spécifique contre la pratique de l'excision. Le code pénal ne contient aucune disposition spéciale punissant l'excision (Koné, 2002 : 15). Pourtant, le code pénal malien contient déjà des dispositions générales qui peuvent sanctionner la pratique de l'excision, même si jusqu'à aujourd'hui personne n'a été condamné pour l'excision au Mali. (Richter, 2009 : 6)

Parmi les catégories de Kisaakye (2002, voir 1.4), on voit que le Mali a choisi la voie du changement d'attitude dans la population. La stratégie préférée par l'Etat malien passe ainsi par les campagnes de sensibilisation. Pour combattre la pratique, le gouvernement a mis en place un programme national qui vise à coordonner les différents acteurs intervenant dans la lutte contre les MGF. L'opinion du gouvernement est qu'une loi interdisant l'excision ne peut être introduite avant que la population malienne ne connaisse les conséquences néfastes de cette pratique. Le gouvernement ne lancerait la loi qu'au moment où la population serait « sensibilisée » par rapport à la question.

Le Mali a ratifié tous les instruments légaux internationaux pertinents par rapport à la question de l'excision, y compris le Protocole à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme en Afrique (communément appelé le Protocole de Maputo) et la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). L'article 5 du Protocole de Maputo fait appel aux Etats membres de prendre « toutes les mesures législatives et autres mesures afin d'éradiquer ces pratiques et notamment : [...] b) interdire par des mesures législatives assorties de sanctions, toutes formes de mutilation génitale féminine, [...] » (Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, Protocole relatif à la Charte africaine relatif aux Droits de la Femme en Afrique 2003).

Théoriquement le fait d'avoir signé et ratifié ces instruments oblige l'Etat malien à protéger les Maliennes contre les MGF en introduisant dans la législation des provisions interdisant ces pratiques néfastes.

Le comité de CEDAW continue de critiquer le choix fait par le gouvernement malien de ne pas encore introduire une loi spécifique contre l'excision. Pourtant, l'introduction d'une loi ne suffit pas pour accomplir les obligations de l'Etat et comme nous l'avons vu dans le cadre théorique (1.4), la distance entre les instruments juridiques et les champs sociaux partiellement autonomes qui gouvernent la « réalité du terrain » peut être grande. Le Mali continue de repousser la date où une loi spécifique devrait être instaurée. En 2004, au moment où nous avons fait des recherches de terrain au Mali, une loi était prévue pour l'année 2008. Nous sommes maintenant en 2009 et aujourd'hui, du moins à notre connaissance, le gouvernement malien n'a pas officiellement mis une date où le lancement d'une loi serait prévu. Nous allons revenir à une discussion de la question de la loi dans notre analyse.

## ***4.2 Le rôle de l'Etat malien et l'organisation des acteurs impliqués***

Au Mali, la volonté politique du gouvernement de prendre en compte la lutte contre la pratique de l'excision s'est traduite surtout par l'établissement de certaines structures étatiques. En 1999, le gouvernement malien a mis en place le Comité National d'Action pour l'Abandon des Pratiques Néfastes à la santé de la femme et de l'enfant (CNAPN), qui regroupe formellement tout les intervenants dans la lutte contre l'excision. Le comité a fait le plaidoyer à l'endroit des décideurs politiques. Les décideurs politiques ont été sensibilisés et ensuite, en 2002, le haut responsable, le président du Mali à l'Epoque, Alpha Oumar Konaré, a décidé de créer un programme national, le Programme National de Lutte contre la Pratique



de l'Excision (PNLE). Une politique nationale a ensuite été élaborée et les acteurs impliqués dans la lutte contre l'excision doivent tous s'accorder au plan d'action national. Ceci a pour conséquence que la façon de lutter contre la pratique de l'excision au Mali est faite de manière assez uniforme. Le PNLE coordonne tous les acteurs impliqués dans la lutte. Le plan d'action du PNLE est élaboré par le Projet d'Appui à la Lutte contre les Pratiques Préjudiciables à la Santé de la Femme et de l'Enfant (PASAF), établi déjà en 1999 par le CNAPN. Le PASAF est chargé de trouver les stratégies appropriées aux réalités socioculturelles du Mali.

Le PNLE met l'emphasis sur la coordination, sur la formation des communicateurs, sur la coordination et l'harmonisation des outils et des messages, sur le suivi et l'évaluation. La stratégie supérieure de l'Etat malien est donc de d'abord sensibiliser et ensuite réprimer. Nous allons maintenant passer à une présentation de la forme et des spécificités de cette stratégie.

#### **4.3 La stratégie malienne : un effort coordonné**

Les stratégies que les structures étatiques (d'abord le CNAPN et ensuite le PNLE) ont choisi de poursuivre sont basées sur les expériences des organisations maliennes impliquées dans la lutte contre l'excision. Le fait de faire des études et des recherches sur l'excision au Mali fait partie de la stratégie nationale. Plusieurs organisations effectuent ainsi des évaluations et analyses de projets et de méthodes qui visent à identifier les problèmes spécifiques et à analyser l'effet des efforts qui sont faits pour répondre aux défis. Dr. Lamine B. Traoré, le Coordinateur de projet PASAF, explique que les stratégies sont une réponse à la réalité « socioculturelle du pays » et il constate que par conséquent « les acteurs qui sont impliqués dans la lutte contre l'excision suivent quasiment tous les mêmes stratégies. » (Entretien du 17 novembre 2004)

Les différentes évaluations et études sur l'excision sont présentées dans des publications accessibles au public entre autres au Centre d'information du Centre Djoliba. En 2002, le PASAF a publié une revue des travaux avec une analyse de la situation où les acteurs, les programmes et les messages et outils sont présentés. (PASAF, 2002)

Nous allons présenter ci-dessous les stratégies qui nous ont paru comme les plus importantes durant notre recherche sur le terrain, ainsi que les messages transmis les plus importants. (Pour une revue et analyse complète, se référer au document du PASAF (*Ibid.*)).

### 4.3.1 Sensibilisation : Information, Education et Communication (IEC)

En travaillant avec le Centre Djoliba, nous avons pu voir directement comment la sensibilisation de la population malienne peut être implémentée. L'activité est surtout centrée sur les formations. Le Centre Djoliba identifie des groupes stratégiques à qui leurs agents s'adressent pour faire une séance de formation. Les groupes stratégiques sont ciblés de la façon suivante :

C'est lié à la prise des décisions. Un groupe stratégique au sein d'une communauté, ce sont les personnes qui peuvent influencer positivement ou négativement la décision au sein d'une communauté. Donc [...] ce sont les gens qui peuvent être favorables ou ne pas favorables à votre travail. Alors vous êtes obligés de les identifier et de leur donner aussi une formation. (R1-ONG A)

En cohérence avec cette logique, le Centre Djoliba a identifié comme groupes stratégiques les leaders religieux, les exciseuses, les agents de santé, les communicateurs traditionnels et les éducateurs. Ces personnes sont censées être incontournables dans la lutte contre l'excision. Quant aux leaders religieux, ils ont beaucoup de pouvoir dans leurs communautés. Et puisque beaucoup de personnes croient que l'excision est liée à la religion, il est important que les leaders religieux ne transmettent pas à la communauté un message qui contredit ce que disent les ONG. Par rapport aux enseignants, comme ils sont proches des enfants, ils peuvent transmettre le message et les influencer. De même, la position des exciseuses dans la communauté fait qu'il est important de s'adresser à elles. R2-ONG A explique : « ... une exciseuse, au sein de sa communauté, tout le monde a peur d'elle. Donc elle joue un rôle important. Elle garde le secret des femmes. Elle peut influencer la décision. » De la même façon, les *griots*, les « maîtres de la parole », communicateurs traditionnels et gardiens de la tradition, peuvent jouer un rôle en participant à la transmission d'information sur l'excision. Quant aux agents de santé, ils connaissent le physique de la personne, donc ils peuvent facilement expliquer le lien entre l'excision et la santé des gens de façon à ce que le public puisse être convaincu. Parmi les agents de santé, il y a aussi des personnes qui excisent, donc tout comme les exciseuses, ils constituent un groupe cible parce qu'il est nécessaire de les convaincre qu'il faut arrêter d'exciser.

Comme l'excision est un thème très sensible dont on ne parlait pas ouvertement il y a vingt ans, il a fallu beaucoup travailler pour briser le tabou de l'excision et parvenir à parler ouvertement des problèmes liés à cette pratique. A cause du caractère sensible du sujet, la formation des agents des ONG est importante.

Nous avons privilégié comme stratégie la formation parce qu'il y a beaucoup d'intervenants. Donc il est nécessaire de les former parce qu'ils ne sont pas tous des spécialistes. N'est pas communicateur qui le veut. Il y a des techniques de communication. Qui le veut ne doit pas parler de l'excision parce qu'il faut bien connaître la terminologie pour pouvoir respecter la sensibilité des gens. (Entretien avec Dr. Joséphine Traoré Keita, directrice du PNLE le 15 novembre 2004.)

Les séances de formation par les agents de l'ONG et le transfert d'information ne suffisent pas nécessairement à convaincre, et donc le plaidoyer et le lobbying complètent le travail d'information. Les agents de l'ONG essaient d'influencer les politiciens et les leaders communautaires aux niveaux local, régional et national pour qu'ils prennent position contre l'excision. Ces hommes et femmes politiques ont la possibilité de changer les lois du pays et d'initier des initiatives à grande échelle.

Les structures étatiques, le PNLE et le PASAF, font également le plaidoyer au niveau des décideurs politiques pour emmener des changements de politique, et pour des prises de décision en faveur de l'abandon de la pratique de l'excision.

#### **4.3.2 Reconversion des exciseuses**

Comme la vaste majorité des cas d'excision sont effectuées par des exciseuses traditionnelles, certaines des ONG impliquées dans la lutte contre l'excision ont essayé de convaincre ces praticiennes traditionnelles d'arrêter. Ces programmes qui essaient de convaincre les exciseuses à arrêter de pratiquer ont aussi eu souvent une composante qui vise à remplacer leur rôle d'exciseuse par une autre activité génératrice de revenus. La supposition est que les exciseuses ne souhaiteraient pas arrêter leur activité parce qu'elles perdraient ainsi les revenus provenant de l'opération. Pourtant les évaluations de cette stratégie de reconversion des exciseuses montrent que la réalité n'est pas aussi simple. La plupart des exciseuses effectuent aussi l'excision à cause de la tradition et non pas uniquement à cause des revenus.

#### **4.3.3 Voyage d'études et d'échanges d'expérience**

Comme le montrent les statistiques maliennes, la pratique de l'excision au Mali n'est que partiellement dépendante de l'appartenance religieuse. Pourtant il y a une différence entre l'attitude des leaders religieux envers la pratique. Parmi les chrétiens, il se trouve que l'église catholique s'est prononcée très clairement contre la pratique depuis des années. Plus de 90 % des Maliens sont des musulmans et les leaders religieux musulmans sont par contre souvent pour la pratique de l'excision. Afin de démontrer que l'excision n'est pas recommandée par l'islam, une des stratégies essayées au Mali a été d'organiser des voyages d'études dans les

pays arabes fortement islamisés, comme l'Iran ou l'Arabie Saoudite, où l'excision n'est pas pratiquée. Les membres des délégations participantes sont des leaders religieux musulmans.

Les voyages d'études sont importants aussi pour les acteurs qui sont impliqués dans la lutte contre l'excision. La rencontre entre les acteurs maliens et leurs homologues dans d'autres pays permet d'échanger et de comparer les expériences faites. Au niveau international, il y a plusieurs arènes de coopération où les acteurs maliens participent, entre autres le Comité Inter-Africain sur les pratiques traditionnelles ayant effet sur la santé des femmes et des enfants (CI-AF).

## **4.4 Méthodes et messages transmis lors de l'IEC**

### **4.4.1 La santé de la reproduction**

C'est le fait que l'excision a des conséquences néfastes pour la santé qui est le plus fréquemment évoqué comme raison d'arrêter d'exciser. Pour pouvoir expliquer les problèmes médicaux liés à l'excision, il est nécessaire d'être muni d'un vocabulaire anatomique approprié et de savoir expliquer le fonctionnement des organes génitaux.

Les agents qui font la sensibilisation utilisent souvent des méthodes qui sont développées pour permettre de parler de l'excision sans que le langage et le message ne rebutent les gens. L'excision, on sait que c'est un thème vraiment sensible. [...] C'est pourquoi nous faisons aussi une formation en technique d'animation : comment il faut transmettre le message de l'excision, de la santé de la reproduction à toute cette communauté pour pouvoir changer de comportement. (R2-ONG A)

Traditionnellement il y avait des tabous autour de l'excision qui faisaient que l'on n'en parlait pas ouvertement : « Au début le sujet était un peu tabou. Les hommes disaient que les vieilles femmes sont les seules qui peuvent parler de ça. Comme c'est un secret entre les femmes, un homme ne peut pas parler de ça ouvertement. » (R3-ONG A)

Le fait que l'excision constituait un tabou, se voit clairement à travers les appellations qui nomment la pratique. En bambara le mot le plus utilisé est *bolokoli* littéralement 'laver le bras', un autre nom est *negekɔrɔsigi* littéralement 'mettre sous le fer' et parmi les religieux l'expression *ka seliji ta* littéralement 'prendre l'eau de la prière' est utilisée.

En bambara, il est également difficile de parler des parties génitales du corps parce que souvent les appellations fonctionnent aussi comme des injures. D'ailleurs l'appellation *bilakɔɔ* ('non circoncis/excisée') est également une injure forte. Donc il faut commencer par établir un langage neutre que les gens doivent apprendre.

Comme le sujet de l'excision était tabou pendant très longtemps, sans formation, les gens n'ont pas le bon vocabulaire pour en parler. En cherchant les mots qui peuvent véhiculer le message, ils ne savent pas toujours comment bien s'exprimer, ce qui fait qu'ils apparaissent soit incertains soit malpolis. (I.G. Relais C.D.)

Comme il était difficile d'en parler, les premières personnes et organisations qui se sont engagées dans la lutte contre l'excision ont choisi la stratégie d'en parler comme une partie du thème de la santé de la femme ou de la santé de la reproduction. Cela leur a beaucoup facilité l'approche des différents groupes dans la société malienne.

En parlant de la santé de la reproduction, après on vient aux pratiques traditionnelles néfastes. Quand tu développes la santé de la reproduction, on parle du corps humain même, l'organe génital masculin et féminin. Les organes qui composent ceci. On explique l'importance de ces organes, leurs fonctions et leurs fonctionnements et déjà la personne connaît la structure, l'ossature même des organes génitaux, il connaît le rôle des organes qu'il doit couper et quand tu arrives aux pratiques traditionnelles néfastes, jusqu'à l'excision, la personne voit déjà les effets que cela peut porter sur la personne. Il peut porter physiquement sur la personne et les conséquences à long terme vont sortir dans les explications. [...] Et donc là, la personne voit vraiment les dangers, et s'il en prend conscience, c'est sûr que la personne va abandonner. (R2-ONG A)

Lors de la formation sur la santé de la femme, en plus de la description anatomique des appareils génitaux de l'homme et de la femme et de leur fonctionnement, les agents de l'ONG expliquent aussi le cycle menstruel de la femme, la conception, comment il est possible d'avoir des jumeaux, la ménopause, etc. Les explications peuvent être accompagnées d'images et illustrations, par exemple des images GRAAP, qui aident à comprendre le fonctionnement des organes génitaux, et la reproduction en général. Certaines organisations utilisent également un mannequin. Des photos présentant des exemples d'images GRAAP et le mannequin utilisés par le Centre Djoliba se trouvent dans l'annexe (III et IV). Parmi les problèmes liés à l'excision qui sont expliqués pendant la sensibilisation figurent : l'hémorragie ; le tétanos ; le VIH/SIDA ; l'incontinence urinaire et la rétention urinaire ; les fistules ; la stérilité ; la sensibilité diminuée chez la femme ; les séquelles ; tissu scarifié ; fermeture non volontaire du vagin et rétention du sang menstruel.

#### **4.4.2 Les droits de l'enfant**

Au moment où nous avons effectué nos recherches de terrain au Mali, le Centre Djoliba était en train d'entamer une nouvelle étape dans leurs activités de lutte contre l'excision. Ayant utilisé la stratégie de traiter la question de l'excision avant tout comme un aspect de la santé de la reproduction, le Centre Djoliba a constaté que cela n'avait pas eu tous les effets souhaités. Le fait que la médicalisation de l'excision semblait devenir de plus en plus répandue au Mali a montré qu'un nombre important de Maliens ont pris conscience de

certaines des conséquences néfastes de l'excision sur la santé de la fille, c'est-à-dire surtout des conséquences immédiates qui en premier lieu peuvent être contrôlées par les agents de santé comme par exemple l'hémorragie et le tétanos. La médicalisation peut ainsi indiquer que le message portant sur les conséquences de l'excision sur la santé n'est que partiellement passé. Ceux qui choisissent de faire exciser leurs filles par les agents de santé n'ont pas pris conscience de certaines des conséquences de l'excision à long terme comme par exemple la stérilité, le tissu scarifié et les fistules, qui ne peuvent pas être évitées par le fait que l'excision soit effectuée par un agent de santé. Pour renforcer la stratégie de sensibilisation à travers un discours portant sur la santé, le Centre Djoliba a donc commencé à sensibiliser sur les droits de l'enfant.

## 5 Champs sociaux partiellement autonomes au Mali

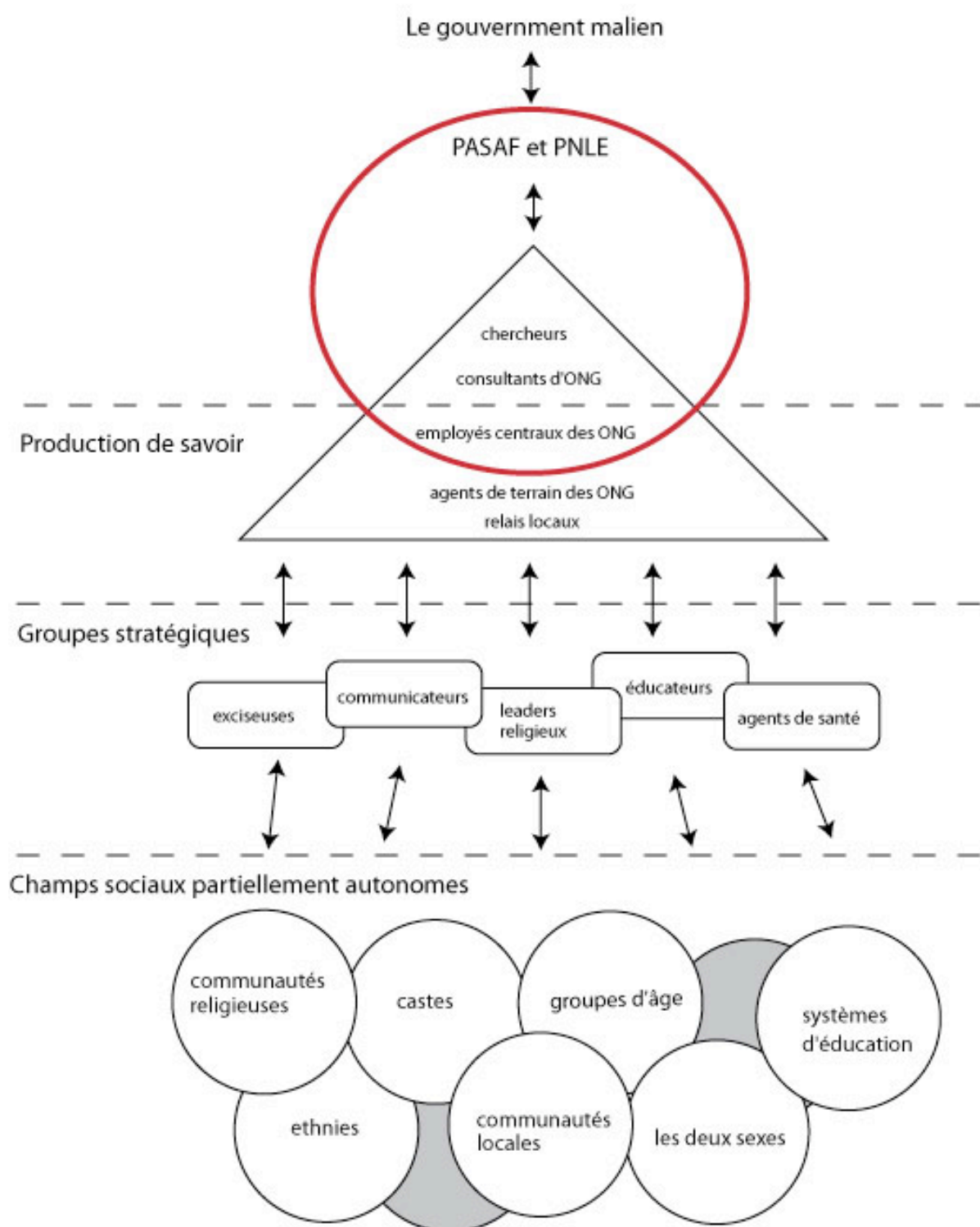
Imaginons les « champs sociaux partiellement autonomes » de Sally Falk Moore (1973) comme des espaces autour d'une personne ou d'une famille. On peut envisager ces espaces/champs comme gouvernés par des normes et des règles appartenant à ce champ particulier ainsi que par les mécanismes de sanctions qui les accompagnent. Ces champs peuvent être liés à la religion, à l'ethnicité, à la parenté et à d'autres facteurs traditionnels qui ne sont pas nécessairement reflétés dans la loi de l'Etat. Les frontières entre les champs sociaux sont floues, ce qu'indique aussi l'appellation « partiellement autonomes ». Les règles provenant de ces champs peuvent coïncider, mais ils peuvent également être plus ou moins incompatibles. L'hésitation des autorités maliennes à instaurer une loi interdisant l'excision, en attendant que la population soit moins réticente, peut indiquer que l'influence d'autres champs que la législation étatique est importante. Ainsi, il nous semble que certains groupes dans la société malienne sont jugés particulièrement importants. Dans le chapitre précédent nous avons vu comment la sensibilisation et le plaidoyer prennent en compte les opinions de ces groupes stratégiques ciblés. Nous allons maintenant prendre certains exemples de ces groupes et expliquer comment on peut les voir comme des champs sociaux partiellement autonomes.

La figure ci-après sur les flux d'information et la production de savoir sur l'excision au Mali<sup>8</sup>, illustre la complexité du pluralisme de normes et le dynamisme entre les champs sociaux partiellement autonomes et les acteurs maliens impliqués dans la lutte contre l'excision à travers leur stratégie principale, la sensibilisation. La figure présente également le processus de production de savoir et le rôle de la recherche-action.

---

<sup>8</sup> Désormais appelée « la figure ».

## Flux d'information et production de savoir sur l'excision au Mali





Pour expliquer notre figure, nous allons maintenant donner une description des différents éléments qui la composent. Nous commençons en bas, où nous avons des cercles qui représentent les champs sociaux partiellement autonomes. Ensuite nous continuons vers le haut, où nous avons les groupes stratégiques des ONG, avant d'arriver au triangle qui pointe vers le haut. Le triangle représente la production de savoir qui informe le niveau politique qui se trouve tout en haut dans notre figure.

Notre figure montre ainsi des champs sociaux partiellement autonomes qui, à notre avis, continuent à reproduire des normes et des règles qui sont respectées par un grand nombre de Maliens aujourd'hui. Nous avons donc proposé comme paramètres : les *ethnies* car comme nous l'avons vu en (3.1), la pratique de l'excision dépend dans certains cas de l'ethnicité; les *groupes d'âge* parce qu'il y a, dans la société malienne, un grand respect pour la hiérarchie de l'âge et que les personnes âgées ont une grande influence sur la décision d'exciser ou non ; les *deux sexes* parce que les rapports entre les sexes sont d'une importance capitale puisqu'il y a des hommes qui refusent d'épouser une femme non excisée, ce qui est l'une des raisons principales d'exciser ; les *systèmes d'éducation* entre autres parce que les femmes scolarisées excisent moins souvent leurs filles ; les *communautés locales* parce que les personnes d'autorité au niveau local comme par exemple le chef de village peuvent fortement influencer les habitants en déclarant leur position sur la pratique de l'excision ; les *castes* parce que la caste des *numunw* 'forgerons' contribue activement à la reproduction de la pratique de l'excision ; et enfin les *communautés religieuses* qui, comme nous allons bientôt le voir, jouent également un rôle dans la reproduction de la pratique de l'excision.

Pour souligner que nous ne prétendons pas à l'exhaustivité, nous avons inclus deux cercles gris sans nom en fond dans notre figure. Ils indiquent que d'autres champs sociaux partiellement autonomes peuvent aussi jouer sur la dynamique de reproduction des normes liées à la pratique de l'excision. Les flèches sur la figure montrent les flux d'information et elles symbolisent également le processus de production de savoir qui informe le plaidoyer.

Nous avons lié les champs sociaux partiellement autonomes aux groupes stratégiques ciblés par les activistes. Comme nous l'avons vu en (4.3.1), ces groupes ont été choisis à cause de leur possibilité d'influencer la prise de décision par rapport à la question de l'excision. Nous pensons que le fait que ces groupes aient été ciblés peut être interprété comme une indication de l'existence des champs normatifs particuliers auxquels ils appartiennent. Si les ONG arrivent à engager ces personnages clés dans des relais locaux qui s'engagent dans la lutte contre l'excision, ils peuvent convaincre les gens de changer de comportement et d'abandonner la pratique de l'excision.

Le triangle sur notre figure montre la centralisation des connaissances à travers la production de savoir qui informe les services étatiques pour ainsi influencer la politique. Cette production contribue également au renforcement de compétence des relais activistes. Parmi les activistes reliés aux ONG nous avons choisi de faire une distinction entre : les relais locaux, qui sont des volontaires ; les agents de terrain, qui travaillent pour les ONG dans les différentes régions du Mali et les employés centraux des ONG qui travaillent au siège central à Bamako. Le triangle pointe vers le haut parce que l'information sur les expériences qui se font par les relais et les agents de terrain est transmise aux employés centraux des ONG. Ceux-ci transmettent encore cette information aux chercheurs et aux consultants d'ONG, qui réalisent souvent des évaluations du travail des ONG. Ces catégories que nous avons incluses dans notre triangle ne représentent pas nécessairement des personnes différentes, mais plutôt des rôles différents que ces personnes peuvent jouer. Par conséquent, il est possible pour une personne de jouer plusieurs rôles, par exemple un employé central d'une ONG peut aussi prendre le rôle de consultant ou de chercheur. Nous allons revenir à cette explication dans notre interprétation du troisième lieu d'engagement (6.1).

Il faut souligner que le fait de dessiner ces champs peut peindre une image réductrice et trop figée de la réalité. L'idée des champs sociaux partiellement autonomes est censée montrer la complexité de la prise de décision, plutôt que de donner une image trop simple de la réalité malienne. Lorsque nous choisissons pourtant de dessiner ces champs, c'est à titre d'exemple : nous ne prétendons donc pas décrire *la* réalité, mais de montrer une interprétation possible parmi d'autres d'une réalité dont nous reconnaissons la complexité.

Nous allons maintenant passer au chapitre 6, où nous allons continuer à faire référence à notre figure, dans notre tentative de voir si la lutte contre l'excision peut être interprétée comme un cas de négo-féminisme. La figure nous aidera à imaginer le troisième lieu d'engagement, qui est essentielle pour la compréhension de ce que c'est que le négo-féminisme.

## **6 La lutte contre l'excision au Mali – s'agit-il du négo-féminisme?**

Nous allons maintenant analyser nos données sur la lutte contre l'excision au Mali en utilisant les concepts de Nnaemeka (2003) : le troisième lieu d'engagement (6.1), le non-égoïsme (6.2) et la négociation (6.3 et 6.4).

### **6.1 *Troisième lieu d'engagement***

Le cercle rouge marqué sur la figure indique le placement du troisième lieu d'engagement selon notre interprétation de Nnaemeka. Comme nous l'avons vu dans notre cadre théorique (chapitre 1), le troisième lieu d'engagement est l'appellation de Nnaemeka à l'espace du processus de production de savoir, le lieu où se développe le négo-féminisme.

Nous voyons dans les activités des ONG que nous avons décrites (4.3 et 4.4), une ressemblance avec ce que Nnaemeka décrit comme le troisième lieu d'engagement. Le lien entre la réalité vécue par les Maliens et les travaux maliens, qui existent sur le sujet de l'excision, semble en effet très clair. La réalité vécue par les agents de terrain des ONG ainsi que par les relais locaux travaillant quotidiennement dans les diverses communautés locales, forme une expérience qui informe les employés centraux des ONG. A travers ce flux d'information régulier, les employés centraux, qui sont souvent basés à Bamako, connaissent la situation dans les autres régions du pays. Le plus souvent, c'est au niveau de ces employés centraux que nous voyons apparaître la première production de documents portant sur l'excision.

Mais la production de savoir ne s'arrête pas à ce niveau. Suite aux séminaires et conférences qui ont eu lieu, les ONG produisent souvent aussi des rapports afin de partager la connaissance acquise lors des rencontres. Certains acteurs ont aussi produit des analyses dans le but de modifier les choix stratégiques pour faire avancer la lutte contre l'excision. Il y a donc une ligne floue entre les activistes impliqués dans la lutte contre l'excision et les auteurs qui publient les rapports et les analyses. Les idées et les analyses des relais remontent ainsi jusqu'à un niveau où il est possible d'influencer les choix politiques de certains acteurs en leur montrant concrètement « les réalités du terrain ». Cette forme de recherche-action, qui est très répandue, ressemble, à notre avis, beaucoup à la description faite par Nnaemeka du troisième lieu d'engagement.

Prenons par exemple les publications du Centre Djoliba. Plusieurs d'entre elles sont écrites par les employés centraux de ce centre et se basent directement sur les expériences des agents et des relais de l'organisation. En plus des publications écrites par les employés centraux des ONG, beaucoup de documents publiés sur l'excision sont écrits par des consultants maliens ou étrangers, employés surtout par les ONG internationales.

Comme nous l'avons expliqué dans (1.3), la documentation sur l'excision est principalement du type recherche-action. Les structures étatiques du PNLE et du PASAF sont en train de faire la recherche sur l'excision dans le but de trouver des stratégies appropriées à la réalité du terrain. C'est pour cette raison qu'ils font, selon nous, partie du troisième lieu de Nnaemeka. Nous rappelons également que les articles académiques sur l'excision publiés par des Maliens sont peu nombreux et il nous paraît que les chercheurs maliens qui ont publié sur l'excision se basent eux aussi sur l'expérience faite sur le terrain. Nous notons qu'il y a dans l'article de Diallo (2004), un exemple d'une étude, qui ne s'inscrit pas dans la catégorie recherche-action, mais plutôt dans une tradition académique. L'article, qui fait partie d'un recueil d'articles sur la sexualité en Afrique, compare le rôle de *bolokolikela* 'exciseuse' avec le rôle de *magonmaka* 'accompagnatrice de nouveaux-mariés'. Au Mali, ces deux pratiques traditionnelles constituent un paradoxe dans la construction sociale de la sexualité de la femme : alors que l'excision entrave la femme, la pratique d'être prise en charge d'une *magonmaka* lors des nuits nuptiales, sert entre autre à renforcer la capacité de la femme de jouir de la sexualité avec son mari. Le propos de Diallo montre également qu'il y a, dans la société malienne, un consensus sur le contrôle du comportement sexuel de la femme. Par conséquent, il est difficile de changer l'ordre social qui soutient cette construction paradoxale de la sexualité féminine. (Diallo, 2004).

## **6.2 Non-égoïsme : consensus, coordination et compromis**

Le nombre d'acteurs qui sont impliqués dans la lutte contre l'excision au Mali est grand, et pendant notre séjour limité au Mali, nous n'avons donc pas eu la possibilité d'observer de très près tous les stratégies et les méthodes employées. Pourtant, l'existence d'un comité national (CNAPN) ainsi que d'un programme national (PNLE) a beaucoup facilité notre travail. Comme nous l'avons vu en 4.3, du moins à un niveau « superficiel », il y a, apparemment, au Mali, un consensus sur la meilleure façon de lutter contre l'excision. Les acteurs semblent être d'accord sur la manière de procéder. Au cours des années, les acteurs ont développé une connaissance profonde à la fois sur ce qui peut marcher, ce qui n'a pas marché dans le passé et ce qui marchera probablement dans l'avenir. Tout le monde semble être d'accord, et nous

avons souvent entendu dire que les méthodes et les stratégies sont ancrées dans la culture malienne, et qu'elles répondent aux « réalités du terrain ». La *coordination* est donc un autre mot clé dans les stratégies maliennes pour l'abandon de l'excision.

L'importance du consensus nous paraît au centre du raisonnement dominant à tous les niveaux de la lutte contre l'excision, que ce soit parmi les agents des ONG sur le terrain, ou au niveau central de la politique nationale, comme il se voit dans les activités menées par le PNLE et le PASAF. Il nous paraît que l'approche malienne est fondamentalement non-provocatrice : on évite de susciter des conflits et cherche plutôt à avancer à travers la sensibilisation et le *compromis*. Cette approche rappelle la tradition de la *palabre*, « assemblée coutumière [...] où s'échangent les nouvelles, se discutent les affaires pendantes, se prennent les décisions importantes ». (Equipe IFA 1988 : 276)

Nnaemeka écrit en effet que le *négo* dans *négo-féminisme* signifie également négociation. Elle explique que ce concept a deux significations de *négociation*. Nous allons maintenant voir des exemples où nous pensons que les acteurs impliqués dans la lutte contre l'excision ont opté pour la voie de la négociation, d'abord dans le premier sens en (6.3) et ensuite dans le deuxième sens en (6.4).

## **6.3 *Négociation : un dialogue continu***

### **6.3.1 Sensibilisation plutôt qu'une loi spécifique**

Les personnes que nous avons rencontrées au Mali ont quasiment sans exception exprimé une certaine compréhension envers la décision de l'Etat malien de ne pas introduire une loi spécifique avant que la population malienne n'ait été sensibilisé aux conséquences de l'excision.

Il faudrait que les populations elles-mêmes, les communautés, comprennent le risque que l'excision apporte pour la santé, et que, en conséquence, elles arrêtent d'elles-mêmes de faire la pratique plutôt que de prendre le bâton. A l'heure actuelle par exemple, je pense qu'une loi ne résoudrait pas le problème. (R1-ONG C)

Les principales raisons citées pour repousser l'instauration d'une loi ont surtout tourné autour des difficultés liées à l'*application* de cette loi. Au Mali, l'organisation familiale la plus fréquente est la grande famille, ce qui fait qu'en fin de compte ce sont souvent les personnes âgées qui ont le pouvoir de décider si une fille doit être excisée ou non. Les enfants n'ont pas seulement une mère et un père, mais un grand nombre de « parents » qui peuvent en effet décider d'exciser les filles même dans les cas où le père et la mère s'opposent

ouvertement à l'excision. Ceci peut constituer un problème pour l'application d'une loi. Comme le dit un représentant d'ONG C : « Même si c'est ton enfant qui est excisée par ta tante, ou par la tante de ton mari, est-ce que tu peux aller la convoquer devant le tribunal pour dire qu'elle a excisé ta fille ? » (R1-ONG C) Il est donc difficile de prévoir comment une loi pourrait fonctionner au niveau des sanctions.

Pour empêcher la médicalisation de l'excision, le gouvernement malien a envoyé une lettre circulaire qui interdit la pratique de l'excision dans les services socio-sanitaires, qui se trouve en annexe (V). Il est difficile de savoir quel est l'impact de cette lettre, surtout parce que le langage employé n'est pas très clair. Il s'agit d'une recommandation plutôt que d'une interdiction, et une interprétation littérale serait qu'il s'agit de l'excision *dans* les services socio-sanitaires, ce qui veut dire que le personnel de santé peuvent sans problème pratiquer l'excision hors des centres.

Même si l'application d'une loi est difficile, il ne faut pas ignorer l'effet qu'une loi spécifique peut avoir. C'est pourquoi la plupart des représentants d'ONG que nous avons interviewés ont quand même souhaité qu'une loi spécifique soit mise en place suite à une période de sensibilisation qui ne devrait pas continuer indéfiniment.

Malgré cela, R1 d'ONG C préfère la voie de la sensibilisation : « Il ne faut pas que l'abandon de l'excision prenne la forme d'une contrainte ». Elle raconte que sous le parti unique, l'organisation pour les femmes, le UNFM (Union Nationale des Femmes du Mali) luttait contre l'excision. Ceci a fait que les gens ont arrêté d'exciser parce qu'ils ont eu l'impression que c'était interdit, mais lorsque le parti unique a été renversé, les gens ont repris la pratique parce qu'ils avaient seulement arrêté sous la contrainte et non pas par leur propre conviction :

Et partout où on va dans n'importe quel village aujourd'hui, on peut te citer au moins un exemple où l'excision a tourné à la catastrophe, donc je pense qu'il faut partir de ces expériences-là pour donner l'information et pour dire aux gens qu'ils ont le choix entre exciser et ne pas exciser, puisque ce n'est pas une obligation de la religion musulmane, encore moins de la religion chrétienne, ce n'est qu'une tradition que les hommes ont mis en place et que les hommes peuvent enlever. (R1-ONG C)

Un autre argument fréquemment avancé est qu'une loi ne serait pas respectée, au contraire, les gens continueraient d'exciser en clandestinité. Les conséquences de l'excision risquent ainsi d'être encore plus graves parce qu'en cas d'urgences, les filles ne seraient pas emmenées dans les services socio-sanitaires, les parents ayant peur d'être arrêtés par la police.

Le fait que les gens craignent qu'une loi emmènerait la pratique de l'excision dans la clandestinité, confirme l'impact des champs sociaux partiellement autonomes sur la décision

d'exciser. Cet impact ne peut pas être ignoré même si la pratique est formellement interdite par la loi étatique. Choisir la sensibilisation plutôt que la loi peut alors être interprété comme un essai de négocier pour trouver un compromis auprès des acteurs qui représentent les divers champs sociaux partiellement autonomes.

Nous allons maintenant étudier le processus de négociation à travers l'exemple d'un groupe stratégique qui est lié à un champ social partiellement autonome.

### **6.3.2 Exemple d'un champ social partiellement autonome : les communautés religieuses**

Nous avons vu en (4.3.1) que les groupes stratégiques ciblés par les ONG consiste en des personnes ayant une influence particulière dans la société. Les acteurs qui font la sensibilisation essaient de convaincre ces personnes à prendre une position officielle pour l'abandon de l'excision. En fonction de leur position, ces personnes sont à même de changer les normes et petit à petit d'influencer les gens dans leur entourage à changer de comportement.

Durant nos recherches de terrain au Mali, nous avons eu l'impression qu'il y a surtout deux « forces » dans la société qui rendent souvent le travail difficile pour ceux qui luttent contre l'excision : les leaders religieux musulmans et les « gardiens » de la tradition. Ces groupes sont directement liés aux deux raisons d'exciser les plus souvent évoquées dans l'EDSM-IV : le fait que l'excision soit recommandée par la religion musulmane et la reconnaissance sociale. Nous allons ici regarder seulement l'exemple de la communauté musulmane. Nous allons nous baser sur notre stage au Centre Djoliba pour illustrer la négociation dans le champ particulier autonome des communautés religieuses.

Lors de nos recherches de terrain, nous avons rencontré des leaders religieux chrétiens à travers le Centre Djoliba, qui est d'obédience catholique, mais pas des leaders religieux musulmans. Ce groupe est aussi particulièrement difficile à approcher. Nous nous basons sur les interviews faites avec les agents d'ONG pour décrire les problèmes rencontrés dans les « négociations » avec ce groupe ciblé. Car c'est un groupe qui a beaucoup d'influence sur la majorité des Maliens. Par conséquent, il est devenu primordial d'arriver à l'engager dans la lutte contre l'excision :

En parlant de Mali maintenant, je pense que le plus grand défi, c'est d'arriver à départager l'excision de la religion musulmane. Parce que même s'il est établi : la quasi-totalité des religieux sont unanimes que l'excision ne figure pas dans le Coran. Mais ils continuent à croire que c'est une recommandation du Prophète et (incompréhensible). Et c'est ça qui rend la lutte contre l'excision un peu difficile, parce que dès qu'on commence à parler de l'abandon de l'excision il y a des religieux qui peuvent penser que

ceux qui en parlent sont des mécréants, qu'ils sont des non musulmans. Donc, ça c'est un problème.  
(R1-ONG C)

Comme nous l'avons vu, un des facteurs qui font qu'un grand nombre de Maliens excisent leurs filles est la nécessité religieuse. Malheureusement, les leaders religieux musulmans qui adhèrent à la pratique de l'excision paraissent nombreux. Comme le note R1 d'ONG C, ils croient toujours que l'excision est une recommandation de l'Islam. Le Dr. Lamine B. Traoré du PASAF explique comment il est possible que cette perception soit si répandue : « Parce que chez nous, les marabouts ont toujours dit que c'est l'Islam qui exige l'excision. »

(Entretien du 17 novembre 2004)

Pourtant, l'effet de l'établissement d'un programme national, le PNLE, est souligné comme quelque chose de positif par plusieurs de nos sources :

Et les islamistes sont franchement contre notre lutte, ils ne veulent même pas en parler. Mais actuellement, [...] ils sont en train de prendre conscience. Parce que quand on les convie maintenant, depuis qu'il y a eu le Programme National de Lutte contre l'Excision, [...] parce que maintenant ils viennent et ils osent qu'on en parle. [...] Même à présent, c'est petit à petit, ce n'est pas aussi facile qu'on pense ! Les gens sont réticents à ça. (R1-ONG B)

Il paraît donc que le premier pas de l'Etat malien, qui a été d'établir des structures étatiques qui montrent clairement l'avis officiel du gouvernement par rapport à la pratique de l'excision, a aidé les activistes à approcher les musulmans : « [...] la création du PNLE a eu un grand impact. Surtout parce que les ulémas et les femmes musulmanes parlent maintenant de l'excision. » (R1-ONG B) Les activistes ont négocié avec les religieux entre autres par rapport au fait de regarder des images sur les conséquences néfastes de l'excision. D'abord les religieux avaient refusé de regarder de telles images, en disant que c'était *haram* 'interdit' selon l'Islam, mais aujourd'hui, il y a des religieux qui acceptent de voir des images afin de vraiment comprendre comment les conséquences de l'excision peuvent se manifester.

Il est donc possible de voir comment dans le champ social partiellement autonome de la communauté religieuse musulmane, la négociation a porté ses fruits :

Ce qui est certain, c'est qu'il y a quand même d'énormes progrès, parce qu'à un certain moment, même s'il y avait un atelier sur l'excision à la télé on disait « un atelier sur la santé de la reproduction ». On ne parlait jamais de l'excision, de peur que les religieux ne fassent des répliques, mais de plus en plus c'est un thème qui est discuté partout et il y a même un programme national de lutte contre l'excision qui est créé, donc je me dis qu'il y a d'énormes progrès qui ont été faits depuis. (R1-ONG C)

Nous allons maintenant examiner la deuxième signification de négociation dont parle Nnaemeka : le choix de faire un détour, ou « aller par la voie possible ».



## **6.4 Négociation : aller par la voie possible**

Selon Nnaemeka, le négoféminisme peut choisir de contourner un problème. C'est ce qu'on observe au Mali : par exemple quand les activistes maliens voient qu'il est impossible de parler des droits de la femme, alors ils essaient de trouver d'autres stratégies, notamment celle de parler de la santé de la reproduction et des droits de l'enfant. Une expression que nous avons souvent entendue c'est qu'il faut éviter de soulever la question de l'excision de façon directe parce cela peut « choquer ». C'est aussi la solution lorsque la voie du dialogue s'avère impossible. Donc, la lutte contre l'excision au Mali est un processus dynamique où les participants avancent parfois en faisant des détours. Nous allons maintenant étudier un exemple de ce deuxième sens de négociation à travers les méthodes employées et les messages évoqués par les ONG maliennes.

Durant nos recherches de terrain, nous avons en effet eu l'impression que la plupart des ONG impliquées dans la lutte contre l'excision au Mali suivent la ligne nationale du PNLE : d'aller doucement et ne pas choquer. Ainsi, la sensibilisation sur les conséquences néfastes de l'excision est adaptée au contexte culturel.

Néanmoins, il y a certaines ONG qui ne partagent pas tout à fait l'avis du PNLE sur la manière de traiter la question de l'excision. Si ces ONG sont des exceptions à la règle, la majorité des ONG trouvent leurs actions nuisibles et craignent qu'elles soient en train de gâcher le travail des autres à travers leurs méthodes et messages inappropriés :

Il faut dire que de plus en plus il y a beaucoup d'organisations et associations qui se mettent dans la lutte contre l'excision sans souvent maîtriser tout le contour. Donc il y a des messages qui peuvent être délivrés par certains acteurs qui portent à confusion ou qui amènent la polémique autour de l'excision. [...] il y a la manière à émettre, parce que sinon on risque de mettre à plat tout le travail qui a été effectué par une organisation ou par des organisations pendant une dizaine d'années. Parce qu'il suffit que l'on soulève un peu, je ne veux pas dire la colère, mais il suffit qu'on soulève un peu la rancœur chez une couche bien déterminée, par exemple chez les religieux ou chez les conservateurs de la tradition, pour qu'ils reviennent sur les questions qui ont déjà été résolues et qu'ils mettent carrément la lutte, disons « aux oubliettes », et je pense que ça c'est assez dangereux. Donc il faut savoir mettre la manière pour ne pas écorcher la sensibilité et la susceptibilité de ces couches là, je pense. (R1-ONG C)

On reproche notamment à ces ONG de parler de façon directe de la sexualité de la femme, et aussi de parler de féminisme et des droits de la femme. Selon nos observations, ces arguments sont évités par la plupart des ONG, entre autres parce que le langage est jugé trop radical et non-malien. C'est également un problème de dire que la diminution de la sensibilité de la femme est précisément une des raisons d'exciser les plus fréquemment citées. R2-ONG A explique ainsi pourquoi on évite de parler des droits de la femme en matière de sexualité :

Bon, on ne lie pas à ça. Parce que quand tu entres par la porte de la sexualité pour dire que ça empêche la femme, on va te dire justement que c'est à cause de ça qu'on a coupé. Si tu vas toucher les femmes,

c'est pour diminuer sa sensibilité, et toi, tu rentres par cette porte déjà pour dire que ça viole les droits de la sexualité de la femme, évidemment la personne ne va pas être convaincue parce qu'il va te dire que c'est à cause de ça qu'on coupe chez la femme. Maintenant l'approche de la santé, ça montre tous les méfaits que ça peut apporter. Hormis la sexualité, il y a d'autres choses, même à l'accouchement il y a des problèmes. Non seulement ça nuit à la femme, mais aussi à l'enfant. Donc la voie de la sexualité ça ne nous convient pas beaucoup. (R2-ONG A)

Il nous semble que la majorité des ONG évite effectivement de parler directement des droits de la femme et de la sexualité de la femme. Pourtant, lorsqu'on observe la façon de travailler du Centre Djoliba par exemple, les questions qui portent explicitement sur les droits de la femme et qui ne sont pas traitées dans un contexte de rencontre formel parce que cela risque de choquer, sont traitées dans des contextes moins formels, dans les discussions et les « causeries-débats ». Les animateurs qui dirigent ces rencontres utilisent l'humour et les anecdotes pour relever des questions délicates, tout en s'assurant que les personnes présentes se sentent toujours respectées.

Un autre exemple est celui des images photo ou des films des conséquences de l'excision. Plusieurs ONG ont eu des mauvaises réactions lors de leurs sessions d'animation lorsqu'ils ont accompagné leurs propos de telles images. Certains réagissent aussi négativement à l'utilisation d'un mannequin, et plus rarement les images GRAAP dont nous avons parlé en 4.4.1. La plupart des ONG évitent alors de montrer des films et images choquants avant de s'assurer que les participants acceptent de les regarder.

Certaines ONG ont réussi, au moins partiellement, à surpasser ce problème en divisant les participants en groupes selon leur position dans la société. Il se trouve que parfois ce n'est pas le fait de voir des images qui rebute les gens, mais plutôt de regarder ces images en compagnie avec des personnes d'un autre groupe dans la société. Par conséquent, certaines ONG ont l'habitude de sensibiliser séparément par exemple les hommes et les femmes pour qu'ils se sentent plus confortables et moins gênés par la présence de l'autre sexe. Une fois que les gens sont plus à l'aise, il est possible d'avancer dans l'explication.

La plupart des acteurs ont ainsi créé des méthodes qui sont jugées appropriées et sensibles au contexte culturel parce qu'ils prennent en compte les meurs des participants. Cet exemple montre bien comment les acteurs engagés dans la lutte contre l'excision négocient le message transmis selon ce qui peut être accepté ou non dans les différents contextes.

L'idée dominante parmi les ONG nous semble être qu'un changement durable et permanent ne peut s'installer qu'à travers des campagnes de sensibilisation appropriées et, qu'en laissant le temps passer, l'excision perdra nécessairement de son importance dans la société malienne. Au cours de notre travail de terrain, nous avons souvent entendu cet

argument. Il semble y avoir, dans la façon de travailler des acteurs impliqués dans la lutte, une forte croyance dans le pouvoir de la répétition du message transmis : les conséquences néfastes de l'excision sur la santé.

La persévérance des ONG, qui répètent leur message jusqu'à ce que les gens acceptent d'en parler, est l'une des raisons pour lesquelles le tabou de l'excision est aujourd'hui affaibli et selon plusieurs de nos informateurs, en train de disparaître. Il nous paraît donc que les acteurs engagés dans la lutte contre l'excision sont en train de négocier pas à pas leur chemin pour arriver de plus en plus près de leur but, qui est l'abandon de l'excision. Lorsque les ONG voient que leurs actions ont des effets non souhaités, ils modifient légèrement leur direction avant d'essayer de nouveau : « La première arme, c'est la persévérance. » (I.G. Relais C.D.)

Cependant, comme nous l'avons déjà mentionné, il y a des acteurs qui n'adhèrent pas tout à fait au consensus. Une représentante d'ONG B, qui travaille depuis longtemps contre l'excision, dit que selon elle, jusqu'à présent il n'y a pas une « vraie » campagne contre l'excision. En prenant l'exemple des campagnes contre le VIH/SIDA, elle souhaite qu'une telle campagne pour l'excision se développe : « Si on arrivait à faire un bruit comme ça autour de l'excision, je crois que les gens seront à même de comprendre ce que c'est. » (R1-ONG B) Selon elle, une telle campagne n'a pas eu lieu parce les activistes ont craignent les réactions qui pourraient suivre : « Les gens ont peur d'abord des réactions. » (R1-ONG B)

Cette crainte des réactions défavorables dont parle R1-ONG B est fondée sur les expériences que les ONG ont eues. Le plus souvent, les activistes des ONG ne souhaitent pas provoquer les gens. Un relais du Centre Djoliba dit que l'excision n'est pas une question qui peut être traitée par la sensibilisation de masse : « La communication de masse crée des noyaux de résistance » (I.G. Relais de C.D.) Selon lui, il vaut mieux approcher les gens au niveau individuel où bien par petits groupes de classe d'âge et de sexe en faisant référence à des cas réels, sinon les gens croient qu'on cherche à les convaincre parce qu'on a été payé pour le faire.

Il nous paraît que la caution montrée dans les stratégies de négociation employées dans la lutte contre l'excision au Mali reflète en effet un essai d'éviter des effets pervers, des réactions contreproductives.

L'anecdote suivante nous aide à comprendre le type d'évènement qui n'est pas souhaitable. L'ONG D avait rassemblé beaucoup de personnes pour une séance de sensibilisation sur les conséquences néfastes de l'excision. Lors de la réunion, les gens qui étaient présents ont commencé à discuter avec l'animateur. Ce dernier a expliqué que l'excision ne se fait pas partout dans le monde et qu'il n'est pas une nécessité. Il a donné

l'exemple des femmes blanches qui ne sont pas excisées. A ce moment, un Imam présent a levé la voix en proclamant : « *Tubabumusow be pɔrnɔbaara kɛ* » 'Les femmes blanches travaillent dans le porno'. L'animateur a répondu que cela n'est pas lié au fait qu'elles ne sont pas excisées. Il a ensuite parlé des prostituées maliennes qui travaillaient à l'hôtel dans le village où la réunion avait lieu, et il a demandé si elles n'étaient pas excisées. Il a dit qu'il s'agissait effectivement de Maliennes excisées qui travaillaient comme prostituées et que cela n'avait rien à avoir avec l'Occident. Il a également souligné qu'il n'y a que quelques Européennes qui jouent dans les films pornos.

Cet épisode nous montre clairement comment les préjugés et les mauvaises connaissances peuvent avoir des conséquences dangereuses. Au Mali, les connaissances sur « la sexualité des Occidentaux » peuvent être influencées par le fait d'avoir vu des films occidentaux qui ne représentent pas une image réelle des femmes occidentales ordinaires. La diffusion de films pour adultes peut créer de fausses interprétations en reliant le fait d'être non-excisée à la promiscuité, renforçant ainsi une des raisons de pratiquer l'excision fort ancrée dans la société. En fait, le même jour où la séance de sensibilisation de l'ONG D a eu lieu, dans la soirée, un communicateur de radio qui participait à la sensibilisation, a fait une interview avec un imam qui a dit que l'excision est recommandée par l'Islam. (Entretien avec R1 d'ONG D)

Le fait que l'imam est passé sur la radio en disant que l'excision est exigée par la religion, après avoir suivi une séance de formation, est l'une des réactions que les ONG essaient d'éviter, parce qu'à leur avis, cela peut détruire le travail qu'ils ont déjà fait. Donc, la plupart des ONG essaient d'éviter ce genre de réaction à leur activité et d'avancer avec beaucoup de précaution : « Il faut le faire avec diplomatie. Il faut aller doucement. » (K.S. relais C.D.)

En évitant d'employer un langage jugé trop choquant, radical ou occidental, l'activiste malien essaie ainsi d'éviter les effets pervers, soulignant que la lutte contre l'excision vient d'un besoin malien et non pas d'une mauvaise influence occidentale sur les mœurs des Maliens : « Parce qu'on trouve que ce sont des idées occidentales qu'on est allé prendre et qu'on veut imposer ici. » (R1-ONG B) Il est donc important pour les activistes de justifier la lutte contre l'excision à travers des méthodes appropriées à la culture malienne et de mettre l'accent sur le fait que la lutte contre l'excision est faite *par* les Maliens *pour* les Maliens.

\* \* \*

Nous avons vu qu'une forme de négociation a lieu à deux niveaux. Premièrement, le gouvernement, représenté par les services étatiques du PNLE et du PASAF, négocie avec la population par rapport à la question de la loi : en reconnaissant l'importance des champs sociaux partiellement autonomes, entre autres la communauté musulmane, le gouvernement a choisi de repousser la loi et a opté pour la sensibilisation. Deuxièmement, la négociation a lieu au niveau des messages véhiculés par les ONG dans la sensibilisation : lorsqu'il est impossible de parler de droits de la femme ou de la sexualité de la femme, les ONG choisissent de contourner le problème en parlant d'abord des conséquences sur la santé et des droits de l'enfant.

On voit dans ces exemples de négociation aux niveaux de l'Etat et des ONG que les deux significations de négociation que mentionne Nnaemeka, sont présentes. D'abord il y a le processus du dialogue, la recherche d'un consensus, qui est en cours à travers la sensibilisation, ensuite il y a la stratégie des détours lorsque c'est nécessaire : s'il n'est pas possible de voter une loi, on opte pour la sensibilisation, s'il n'est pas possible de parler de la sexualité, on parle de la santé.

En revenant maintenant à notre figure, nous pouvons dire que la négociation a lieu dans toutes les relations entre les différents niveaux : entre les champs sociaux partiellement autonomes et les groupes stratégiques ; entre les groupes stratégiques et les chercheurs-activistes ; et entre les chercheurs-activistes et le gouvernement. Nous en concluons que la lutte contre l'excision au Mali peut bien être interprétée comme un cas de négo-féminisme.

## Conclusion

Nous avons commencé ce mémoire en nous posant la question de savoir pourquoi la lutte contre l'excision avançait si lentement. Pour trouver la réponse à cette question nous avons fait une étude inductive en suivant notre question opérationnelle : Qu'est ce qui caractérise la lutte contre l'excision au Mali ? Nos recherches de terrain nous ont amené à interpréter la lutte contre l'excision au Mali comme un cas de négo-féminisme : une forme de féminisme africain définie par Obioma Nnaemeka (2003). A l'aide de la théorie de Sally Falk Moore (1973) sur les champs sociaux partiellement autonomes, nous avons essayé de montrer les multiples influences en jeu dans la lutte contre l'excision, et ensuite nous avons appliqué ces réflexions théoriques à notre objet d'étude, la lutte contre l'excision au Mali. On peut qualifier cette méthode de circulaire, mais elle est propre à l'approche qualitative : l'interprétation naît du travail de terrain, et se développe sur la base des théories existantes ou nouvelles.

Notre conclusion est que la lutte contre l'excision au Mali peut effectivement être interprétée comme la forme de féminisme présentée par Nnaemeka, le négo-féminisme. La production de savoir portant sur le thème de l'excision au Mali a lieu dans ce qui correspond au troisième lieu d'engagement, reliant la théorie et la pratique dans le but d'informer la direction politique. Le choix malien d'avancer par la négociation à travers la sensibilisation, plutôt que par la confrontation à l'aide d'une loi spécifique, correspond également à la description du négo-féminisme comme une forme de féminisme qui souligne la négociation et le compromis. L'analyse que nous avons faite de nos données, conclut donc que la lutte contre l'excision au Mali est un cas de négo-féminisme.

Revenons maintenant à notre question initiale : Pourquoi la lutte avance-t-elle si lentement ? Nous avons maintenant établi que la lutte contre l'excision au Mali peut être interprétée comme un cas de négo-féminisme. Mais qu'est-ce que cela signifie ? La lenteur du processus vers l'abandon de l'excision est-elle voulue ? s'agit-il d'un choix délibéré ? Une interprétation possible serait alors qu'il s'agit d'une résistance contre la pression des forces internationales, notamment celle des bailleurs de fonds des projets de développement et celle des comités internationaux des droits de l'Homme, qui argumentent pour qu'une loi spécifique soit instaurée au plus vite. On peut ainsi penser que les stratégies maliennes développées dans le troisième lieu d'engagement, à travers la recherche-action, dans un processus local de production de savoir, reflète le besoin de faire les choses en propres termes pour empêcher que la lutte contre l'excision soit perçue par la population comme une contrainte occidentale. Il serait également possible d'interpréter l'approche malienne comme

un exemple d'un projet de l'aide au développement où les bénéficiaires ont réussi à imposer aux financiers leurs préférences, en occurrence la négociation, qui semble être une méthode véritablement appropriée au terrain d'intervention. S'agit-il alors d'un cas où la direction politique est vraiment influencée d'en bas ? Ou le négo-féminisme est-il uniquement une forme de féminisme gouvernée par une forte crainte de réactions négatives parce que les contraintes du terrain sont d'ampleur importante ? Après avoir rédigé ce mémoire, il nous semble que nous nous retrouvons avec plus de questions que de réponses.

Dans notre travail, nous n'avons pas fait une analyse intégrale de l'œuvre d'Obioma Nnaemeka, qui évoque un grand nombre de questions importantes. Nous n'en avons retiré que les éléments qui portent sur le négo-féminisme. Comme nous l'avons vu dans (1.6), selon Nnaemeka le négo-féminisme part des réalités africaines et ne doit pas être vu comme une réaction au féminisme en Occident. C'est pourquoi nous avons choisi de regarder le cas de la lutte contre l'excision de façon isolée sans traiter les questions des rapports entre les Occidentaux et les Africains. Pourtant Nnaemeka critique les féministes occidentaux d'être pratiquement obsédés par la question et de présenter de façon ethnocentriste les Africains comme les « autres » : « Ultimately, the circumcision debate is about the construction of the African woman as the 'Other' », notamment dans son article « *If Female Circumcision did not Exist, Western Feminism would Invent it* ». (Nnaemeka, 2001 : 179)

Nous ne pouvons donc pas exclure la possibilité que la stratégie malienne s'inscrit dans le contexte postcolonial, en faux contre la pression internationale pour l'introduction d'une loi spécifique interdisant la pratique. Comme nous avons fait une étude inductive, nous avons dû choisir entre plusieurs interprétations possibles de nos données rassemblées à travers des recherches de terrain au Mali. Une interprétation que nous n'avons pas réalisée, mais qu'il nous semble pourtant intéressant de poursuivre, est une analyse qui inclut cette perspective postcoloniale. Cependant nous avons choisi de l'omettre pour plusieurs raisons : le besoin de définir le féminisme en Afrique par ses propres traits caractéristiques ; le fait que les Maliens rencontrés lors de nos recherches de terrain ont souligné que la lutte contre l'excision au Mali répond d'abord aux réalités maliennes ; et aussi pour la simple raison pratique que ce mémoire de master est un projet d'envergure limitée. Toutefois, nous sommes d'avis qu'une interprétation de l'influence des voix externes, entre autres celles des bailleurs de fonds, qui financent l'activité des activistes et aussi souvent les recherches, sur les stratégies employées et la façon de lutter contre l'excision, auraient été une piste de recherche intéressante.

Cependant, il nous paraît effectivement que le négo-féminisme, que nous voyons dans la lutte contre l'excision, est tout d'abord une réponse à la complexité de la construction

sociale malienne et de la position de l'excision dans celle-ci. L'inclusion de l'influence des voix externes dans l'analyse de la lutte comme un cas de négo-féminisme, ajoutera pourtant encore une dimension pertinente à la complexité qui entoure la pratique de l'excision au Mali.

En faisant une étude inductive, il est important de se souvenir que le processus de recherche représente une interprétation de la réalité qui, à travers le processus de généralisation, risque d'exagérer le degré d'homogénéité : « *The farther away an observer is from a referent, the more unity that observer tends to tribute to what is being observed* » (Fuchs 2001 : 23) Il faut donc souligner qu'il est possible que nous ayons interprété la lutte contre l'excision de façon plus homogène qu'elle ne l'est. Nos recherches de terrain au Mali n'ont duré que deux mois entre octobre et décembre 2004. Depuis 2004, il est également possible que la lutte contre l'excision au Mali ait changé. Le temps passé depuis nos recherches sur le terrain et la durée limitée de notre séjour au Mali sont deux facteurs qui ont pu nous amener à voir plus d'homogénéité dans nos données que ce qu'est la réalité.

Compte tenu de ce risque d'une trop grande généralisation, nous estimons toutefois que notre analyse peut montrer au moins une tendance : que la lutte contre l'excision ressemble au négo-féminisme. Nous considérons donc que notre travail peut s'inscrire comme une contribution au débat sur la façon d'aborder la pratique de l'excision en Afrique. Nous espérons également que notre travail amènera une réflexion sur les formes de féminisme qui se pratiquent en Afrique, plus précisément celles que nous avons observées parmi les agents impliqués dans la lutte contre l'excision.



## Bibliographie d'ouvrages cités et consultés

Anderson, Svein S. 1997. *Case-studier og generalisering. Forskningsstrategi og design*. Bergen, Fagbokforlaget.

Arborio, Anne-Marie et P. Fournier 2003. *L'enquête et ses méthodes : l'observation directe*. Paris, Nathan.

Bailleul, Charles 2005. *Sagesse bambara : proverbes et sentences*. Bamako, Editions Donniya.

Bentzon, Agnete W. et al. 1998. *Pursuing Grounded Theory in Law. South-North Experiences in Developing Women's Law*. Oslo, Tano Aschehoug.

Blanchet, Alain et A. Gotman 2001. *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*. Paris, Nathan.

Bråten, Beret 2003. « Mainstreaming i Kampala », dans Kilden <http://kilden.forskningsradet.no/c17251/artikkel/vis.html?tid=24059> (Consulté le 30 octobre 2009).

Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples 2003. *Protocole à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme en Afrique* (Protocole de Maputo) [http://www.achpr.org/francais/\\_info/women\\_fr.html](http://www.achpr.org/francais/_info/women_fr.html) (Consulté le 31 octobre 2009).

Coumare, Fanta C. 1999. *Atelier de formation « sur les stratégies de L/MGF et aide aux victimes de l'excision*. Bamako, Centre Djoliba.

Coumaré, Mamadou et A. Diaou 2004. *Le Centre Djoliba et l'excision au Mali : Approche, Bilan, Perception. Essai de capitalisation de parcours*. Bamako, Centre Djoliba.

Coquery-Vidrovitch, Cathrine 1997. *African Women : A Modern History*. Boulder, Westview Press.

Diagne, Anta F. 2008. « De l'approche santé à l'approche basée sur les droits de l'enfant ». Save the Children Suède et Population Council. Téléchargé du site web : [https://www.popcouncil.org/pdfs/Mali\\_FGM2008\\_fr.pdf](https://www.popcouncil.org/pdfs/Mali_FGM2008_fr.pdf) (Consultée le 21 août 2009).

Diallo, Assitan 1997. « Mutilations génitales féminines (MGF) au Mali : Revue de littérature et des actions menées » Population Council. Téléchargé du site web : [www.popcouncil.org/pdfs/frontiers/OR\\_TA/mal4.pdf](http://www.popcouncil.org/pdfs/frontiers/OR_TA/mal4.pdf) (Consultée le 10 novembre 2009)

Diallo, Assitan 2004. « Paradoxes of Female Sexuality in Mali. On the Practices of *Magnonmaka* and *Bolokoli-kela* », dans Arnfred, Signe (éd.) : *Re-thinking Sexualities in Africa*. Uppsala, Nordic Africa Institute : 173-189.

EDSM-III (*Enquête Démographique et de Santé du Mali 2001*), « Excision » : 221-244. Téléchargé du site web : <http://www.measuredhs.com/pubs/pdf/FR134/13Chapitre13.pdf> (Consulté le 1<sup>er</sup> octobre 2006).

EDSM-IV (*Enquête Démographique et de Santé du Mali 2006*), « Excision » : 285-305. Téléchargé du site web : <http://www.sante.gov.ml/msante/docs/pdf/edsm4.pdf> (Consulté le 21 août 2009).

Equipe IFA 1988 : *Inventaire des particularités lexicales du français en Afrique noire*. 2<sup>e</sup> éd. Paris, EDICEF (Coll. Universités francophones).

Fuchs, Stephan 2001. « What makes sciences « scientific » ? » dans Turner, Jonathan H. (éd.): *Handbook of sociological theory*. Dordrecht, Kluwer : 21-35.

Gruskin, Sofia et Karen Plafker 2000. « Application of the Convention on the Rights of the Child : Are the Rights of the Child Relevant to Women's Rights ? », dans Askin, Kelly D. et Dorean M. Koenig : *International Courts, Instruments, and Organizations and Select Regional Issues Affecting Women*. New York, Transnational Publishers. (Coll. Women and International Human Rights Law, vol. 2)

Herzlich, Claudine 2002. *Réussir sa thèse en sciences sociales*. Paris, Nathan.

Izett, Susan et Nahid Toubia 1999. *Learning About Social Change : A Research and Evaluation Guidebook Using Female Circumcision as a Case Study*. New York, RAINBO.

Kisaakye, Esther M. 2002. « Women, Culture and Human Rights : Female Genital Mutilation, Polygamy and Bride Price », dans Benedek, Wolfgang *et al.* (éds.): *Human Rights of Women. International Instruments and African Experiences*. Londres, Zed Books Ltd. : 268-285

Koné, Virginie M. et R. Sanou 1998. *Rapport du séminaire de Kayes. « Comment communiquer dans les communautés chrétiennes sur les pratiques de mutilations génitales féminines ? » Doctrines, approches et outils*. Bamako, Centre Djoliba.

Koné, Virginie M. 2002. *L'excision au Mali. Pratiques – implications – conséquences. Repères pour une prise de position*. Bamako, Centre Djoliba.

Koné, Yaounga F. et Younoussa Touré 2001. *Indicateurs de mesures pour l'évaluation de l'impact des activités des antennes du Centre Djoliba en matière de lutte contre les MGF*. Bamako, Centre Djoliba.

Moore, Sally F. 1973. « Law and Social Change : The Semi-Autonomous Social Field as an appropriate subject of study », dans *Law & Society Review* 1973, vol. 7, Law and Society Association : 719-746

Nnaemeka, Obioma (éd.) 1998. *Sisterhood, Feminisms and Power : From Africa to the Diaspora*. Trenton, N.J., Africa World Press.

Nnaemeka, Obioma 2001. « If Female Circumcision Did Not Exist, Western Feminism Would Invent It », dans Perry, Susan et Celeste Schenck : *Eye to Eye. Women Practicing Development Across Cultures*. Palgrave, USA : 171-189.

Nnaemeka, Obioma 2003. « Nego-feminism : Theorizing, Practicing, and Pruning Africa's Way », *Signs : Journal of Women in Culture and Society* (Chicago, University of Chicago Press), vol. 29, no. 2 : 387-385.

Nnaemeka, Obioma (éd.) 2005. *Female Circumcision and the Politics of Knowledge : African Women in Imperialist Discourses*. Westport, Conn., Praeger.

Nussbaum, Martha C. 2000. *Women and Human Development. The Capabilities Approach*. Cambridge, Cambridge University Press.

OMS (Organisation Mondiale de la Santé) 2008. *Aide-mémoire N°241 : Mutilations Sexuelles Féminines*. <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs241/fr/> (Consulté le 21 août 2009).

PASAF (Projet d'Appui à la Lutte contre les Pratiques Préjudiciables à la Santé de la Femme et de l'Enfant), 2002. *L'excision au Mali. Revue et analyse de la situation. Programmes, études et positions des religions*. Bamako, PASAF.

Punch, Keith F. 1998. *Introduction to Social Research. Quantitative and Qualitative Approaches*. Londres, Sage.

Richter, Gritt 2009. *Hintergründe und Empfehlungen für den Politikdialog zur Überwindung von weiblicher Genitalverstümmelung (FGM) in Mali. Positionspapier der deutschen EZ in Mali für die Regierungsverhandlungen im Mai 2009*. Bamako, DED (Deutscher Entwicklungsdienst). Téléchargé du site web : <http://www.gtz.de/de/dokumente/en-fgm-countries-mali.pdf> (Consulté le 31 octobre 2009)

Strauss, Anselm L. et Juliet Corbin 1990. *Basics of Qualitative Research: Grounded Theory Procedures and Techniques*. Newsbury Park CA, Sage.

Thagaard, Tove 2003. *Systematikk og innlevelse : en innføring i kvalitativ metode*. Bergen, Fagbokforlaget.

Touré, Younoussa et Yaouga F. Koné 1997. *Vaincre l'excision au Mali : Quelle dynamique pour l'action dans les zones d'intervention du Centre Djoliba*. Bamako, Centre Djoliba.

Touré, Younoussa et Yaouga F. Koné 1999. *Une loi contre l'excision au Mali ? Opportunités, Obstacles, Stratégies*. Bamako, Centre Djoliba.

Yin, Robert K. 2003. *Case Study Research. Design and Methods*. 3<sup>e</sup> éd. Londres, Sage.

# Annexe

DOCUMENT I : PROGRAMME DU STAGE AU CENTRE DJOLIBA .....	II
DOCUMENT II : LISTE D'INSTITUTIONS, ORGANISATIONS ET RÉSEAUX RENCONTRÉS.....	IV
DOCUMENT III : IMAGES GRAAP .....	V
DOCUMENT IV : MANNEQUIN.....	VI
DOCUMENT V : LETTRE CIRCULAIRE .....	VII

# Document I : Programme du stage au Centre Djoliba

## Centre DJOLIBA



Recherche  
Formation  
pour le Développement

B.P 298 BAMAKO, Mali  
Tél. 222 83 32 / Fax 222 46 50  
Email : centredjoliba@afribone.net.ml

### PROGRAMME DE STAGE DE MARTINE HUSE

*Du 25 octobre au 05 décembre 2004*

<b>Lundi 25 octobre</b>	- connaissance du Centre DJOLIBA - lecture de documents sur l'excision
<b>Mardi 26 octobre</b>	- échange avec le volet excision (présentation des activités, des stratégies, des résultats obtenus, des obstacles à la lutte) - visionner une cassette sur les complications de l'excision
<b>Mercredi 27 octobre</b>	- départ pour <b>Koulikoro</b> et <b>Katibougou</b> : échange avec un relais du Centre DJOLIBA à Koulikoro
<b>Jeudi 28 octobre</b> <b>Vendredi 29 octobre</b>	- consultation de la banque de données « Excis » à la Documentation du Centre DJOLIBA
<b>Samedi 30 octobre</b> <b>Dimanche 31 octobre</b>	<i>Temps libre</i>
<b>Mardi 2 novembre –</b> <b>Jeudi 11 novembre</b>	- départ à <b>Yanfolila</b> de la stagiaire accompagnée de la Chargée du Volet Santé de la Reproduction
<b>Mercredi 3 novembre</b>	- introduction de la stagiaire auprès des autorités et services de santé et des animateurs - élaboration d'un programme avec l'équipe (animateurs)
<b>Jeudi 4 au Jeudi 11 novembre</b>	- rencontre avec les membres des groupes stratégiques (enseignants, mairie, centre de santé, communicateurs, chefs de village, exciseuses, groupement de femmes, les jeunes, les chasseurs, etc.
<b>Vendredi 12 novembre</b> <b>Samedi 13 novembre</b> <b>Dimanche 14 novembre</b>	- retour à <b>Bamako</b> pour la fête de Ramadan - temps libre
<b>Mardi 16 novembre</b>	- session de formation avec les femmes de Niamakoro, un

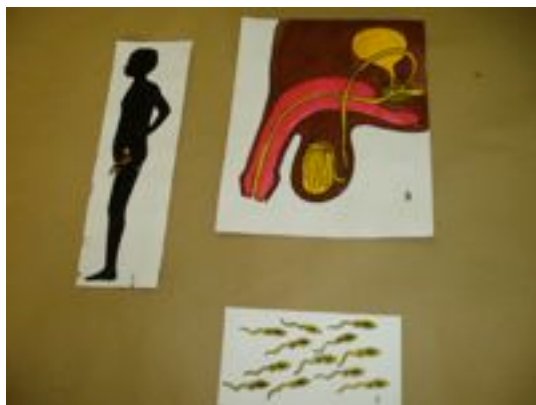
<b>Mercredi 17 novembre</b> <b>Jeudi 18 novembre</b>	quartier de Bamako, thème : « Santé de la reproduction et excision »
<b>Vendredi 19 novembre</b> <b>Samedi 20 novembre</b> <b>Dimanche 21 novembre</b> <b>Lundi 22 novembre</b> <b>Mardi 23 novembre</b>	<i>Temps libre</i>
<b>Mercredi 24 novembre</b>	- départ pour <b>Sikasso</b>
<b>Jeudi 25 novembre</b> <b>Vendredi 26 novembre</b> <b>Samedi 27 novembre</b> <b>Dimanche 28 novembre</b>	- participation à la session de formation pour les relais du Centre DJOLIBA. Thème : « Santé de la Reproduction, Excision et droits de l'enfant, le principe de participation de l'enfant »
<b>Lundi 29 novembre</b> <b>Mardi 30 novembre</b> <b>Mercredi 1<sup>er</sup> décembre</b> <b>Jeudi 2 décembre</b> <b>Vendredi 3 décembre</b> <b>Samedi 4 décembre</b> <b>Dimanche 5 décembre</b>	<i>Temps libre</i>
<b>Lundi 6 décembre</b>	- <i>conclusion du stage</i>

## **Document II : Liste d'institutions, organisations et réseaux rencontrés**

- **APDF** : Association pour le Progrès et la Défense des Droits des Femmes
- **AMSOPT** : Association Malienne pour le Suivi et l'Orientation des Pratiques Traditionnelles
- **ASDAP** : Association de Soutien au Développement des Activités de Population
- **Care Mali**
- **Le Centre Djoliba**
- **CI-AF** : Comité Inter-Africain sur les pratiques traditionnelles ayant effet sur la santé des femmes et des enfants
- **PASAF** : Projet Appui à la Lutte Contre les Pratiques Préjudiciables à la Santé de la Femme et de l'Enfant
- **PNLE** : Programme National de Lutte contre la Pratique de l'Excision
- **Rm/L.M.G.F** : Réseau malien de Lutte contre les Mutilations Génitales Féminines

## Document III : Images GRAAP

### 1. Exemples d'images GRAAP utilisées pour expliquer la santé de la reproduction



### 2. Exemple de l'utilisation des images GRAAP lors d'une séance de sensibilisation par le Centre Djoliba sur la santé de la reproduction. (Niamakoro, le 17 novembre 2004)





## Document IV : Mannequin



*Le mannequin est utilisé par certaines ONG pour expliquer entre autre les problèmes liés à l'excision lors de l'accouchement. Le mannequin montre également la différence entre les différents types d'excision.*

## Document V : Lettre circulaire

3  
MINISTRE DE LA SANTE  
DES PERSONNES AGEES  
ET DE LA SOLIDARITE

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI  
Un Peuple - Un But - Une Foi

Bamako, le 07 JAN. 1999

N° 0019 / MSPAS-SG



La Ministre de la Santé  
des Personnes Agées et de la Solidarité

A

Tous Directeurs Régionaux de la Santé Publique  
Tous Directeurs des Hôpitaux de Bamako et Kati

Il me revient que la pratique de l'excision est tolérée dans certains de nos établissements sanitaires. Depuis plusieurs années, notre pays cherche les voies et moyens de prévenir efficacement cette pratique néfaste pour la santé des enfants qui en subissent les effets directs. Une récente enquête conduite par la Division Santé Familiale et Communautaire et ses partenaires montre que :

- 29% des femmes ayant subi l'excision ont des difficultés à l'accouchement. Ces complications sont, entre autres les hémorragies, les déchirures de périnée ;
- 62% des personnels de santé souhaitent l'interdiction formelle de l'excision dans les établissements sanitaires ;
- 28% pensent que la pratique n'est pas à encourager ;
- 10% des personnels opérationnels dans les établissements sanitaires trouvent que cela est une bonne chose de pratiquer l'excision dans ces établissements.

Dans le même temps, on peut observer que :

- 2% Des professionnels sont prêt à pratiquer cette prestation ;
- 4% l'ont déjà fait ;
- 13% pratiquent l'excision dans les établissements sanitaires.

Par ailleurs, 60% des prestataires interrogés ont déjà été confrontés aux complications immédiates de l'excision et 68 % à des complications tardives.

Compte tenu du rôle des établissements de santé dans la préservation de la santé des populations, la pratique de l'excision ne saurait y être tolérée. Par conséquent, je vous engage, chacun en ce qui le concerne, à prendre les dispositions voulues aux fins d'empêcher la pratique supposée ou réelle, de l'excision dans les établissements sanitaires sous votre responsabilité morale et technique.

Vous voudrez bien me rendre compte des dispositions que vous aurez prises pour lutter efficacement contre la pratique de l'excision.

P/LE MINISTRE P.O  
LE SECRETAIRE GENERAL

Dr. Zakaria M. M.  
Chevalier de l'Ordre

